

Cote du document: EB 2011/LOT/G.2  
Date: 4 avril 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Shantanu Mathur**  
Coordonnateur, programme de dons  
téléphone: +39 06 5459 2515  
courriel: s.mathur@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>3</b>
<b>Annexes</b>	
I. Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA): Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural	5
II. MADRE Inc., Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO) et Fondation Tebtebba: Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones	13
III. Université de Kassel-WATERCOPE: Renforcement des capacités de recherche et soutien à l'élaboration de politiques, au niveau national, pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie	22
IV. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	29
V. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres	35
VI. AGRINATURA-GEIE (Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement-groupement européen d'intérêt économique): Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés (ESFIM)	41

## Sigles et acronymes

AGRINATURA	Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
CPP	Chargé de programme de pays
ESFIM	Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GEIE	Groupement européen d'intérêt économique
IDA	Association internationale de développement
MPIDO	Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization
SIE	Système d'information sur l'environnement

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant six propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), pour un montant de 7,435 millions d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA)<sup>1</sup>; MADRE Inc., Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO) et Fondation Tebtebba; Université de Kassel en qualité de bénéficiaire du don au nom du consortium de recherche et développement WATERCOPE; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et AGRINATURA-GEIE (Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement-groupement européen d'intérêt économique).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
  - i) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA): Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural;
  - ii) MADRE Inc., Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO) et Fondation Tebtebba: Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones;
  - iii) Université de Kassel-WATERCOPE: Renforcement des capacités de recherche et soutien à l'élaboration de politiques, au niveau national, pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie;
  - iv) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

<sup>1</sup> Le don sera mis en œuvre par le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP). Le CGAP, qui a été créé en 1995, est un consortium de bailleurs de fonds publics et privés dont le secrétariat est installé auprès de la Banque mondiale.

- v) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres; et
  - vi) AGRINATURA-GEIE (Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement-groupement européen d'intérêt économique): Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés (ESFIM).
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
  4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies performantes et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions favorables au développement agricole et rural, renforçant l'autonomie des ruraux pauvres, femmes et hommes, des pays en développement afin que ceux-ci soient à même d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
  5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) activités novatrices favorisées et technologies et approches innovantes mises en place au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques encouragées par le groupe cible et au nom de celui-ci, s'agissant de questions concernant les populations rurales pauvres; c) capacités des institutions partenaires renforcées en vue d'assurer la fourniture de toute une gamme de services au profit des populations rurales pauvres; et d) initiatives encouragées, parmi les partenaires, au niveau interrégional et régional, s'agissant d'apprentissage, de gestion des savoirs et de diffusion de l'information sur des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
  6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats visés par la Politique révisée du FIDA en matière de dons:
    - a) Le programme BIRD/IDA pour la mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural est compatible avec les objectifs stratégiques de la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons et soutient la Politique du FIDA en matière de finance rurale par les moyens suivants: i) renforcement de l'infrastructure des marchés financiers en milieu rural; ii) promotion d'un cadre politique propice à la finance rurale; iii) amélioration des services financiers offerts aux populations rurales pauvres quant à leur accès, à leur diffusion et à leur viabilité; iv) renforcement des capacités des parties prenantes et des partenaires du FIDA en matière de finance rurale dans toutes les régions; v) mobilisation de partenariats stratégiques avec des centres d'excellence en matière de finance rurale et de microfinance pour améliorer les opérations du FIDA et leur impact; et vi) amélioration de l'information sur les résultats fournie par les prestataires de services financiers ruraux pour promouvoir une plus grande transparence et une meilleure accessibilité du secteur.
    - b) Le programme MADRE Inc./MPIDO/Fondation Tebtebba pour la mise en œuvre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones contribue à l'obtention de l'ensemble des résultats visés par la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons par les moyens suivants: i) établissement de partenariats directs avec les communautés et les organisations autochtones moyennant l'octroi de microcrédits, fourniture d'un instrument d'écoute et d'apprentissage utile pour recenser les besoins des peuples autochtones, élaborer des solutions et mettre au point des innovations, et constitution de partenariats pour renforcer les plates-formes des peuples autochtones aux niveaux national, régional et mondial; ii) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant de

- questions concernant les populations rurales pauvres, en particulier les peuples autochtones; iii) renforcement des capacités des organisations autochtones aux niveaux régional, national ou local; et iv) renforcement des stratégies de réduction de la pauvreté adoptées par les communautés autochtones, notamment leur connaissance, leur apprentissage et leur diffusion.
- c) Le programme WATERCOPE pour le renforcement, au niveau national, des capacités de recherche et d'élaboration de politiques pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie offrira au FIDA des stratégies d'adaptation appropriées pour les zones d'Asie centrale qui sont confrontées au problème de la raréfaction des ressources en terres et en eau. Il permettra de soutenir les groupements locaux d'éleveurs et d'agriculteurs et, au niveau national, de renforcer les capacités de recherche et de soutenir l'élaboration de politiques dans la région.
- d) L'objectif global du programme de la FAO, l'initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, est de mettre au point et de promouvoir des actions et des stratégies novatrices qui permettent aux agriculteurs vulnérables et à leurs communautés de s'adapter au changement climatique et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Ce programme contribuera également à renforcer les capacités des institutions partenaires en vue d'assurer la fourniture de services au profit des populations rurales pauvres, et à encourager l'apprentissage, la gestion des savoirs et la diffusion de l'information sur des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
- e) Le programme de la FAO pour l'atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres permettra de promouvoir la mise en place de politiques et d'institutions qui favoriseront le développement agricole grâce à une meilleure gestion des risques, contribuant ainsi à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, et notamment des petits agriculteurs. Ce programme est également compatible avec l'objectif énoncé dans la Stratégie de financement sous forme de dons dans la région Asie et Pacifique, qui est de soutenir les innovations permettant de réduire les risques auxquels sont confrontés les ruraux pauvres, hommes et femmes, et d'atténuer leur vulnérabilité, en renforçant les institutions et les politiques qui défendent leurs intérêts.

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et à l'Association internationale de développement (IDA), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, accordera un don ne dépassant pas cinq cent soixante-dix-sept mille sept cent dix dollars des États-Unis (577 710 USD) à MADRE Inc.; un don ne dépassant pas quatre cent cinq mille six cent soixante-dix dollars des États-Unis (405 670 USD) à la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO); et un don ne dépassant pas quatre cent soixante-six mille six cent vingt dollars des États-Unis (466 620 USD) à la Fondation Tebtebba, à l'appui d'un programme de

trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement des capacités de recherche et de soutien à l'élaboration de politiques, au niveau national, pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars des États-Unis (1 485 000 USD) à l'Université de Kassel, à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le bénéficiaire du don approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quinzième session en décembre 2008, dans le but de financer le programme intitulé "Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés" (ESFIM), doit être modifié en remplaçant la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) par Agrinatura-GEIE (Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement-groupement européen d'intérêt économique).

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (IDA): Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural**

## **I. Contexte**

1. De par la Politique du FIDA en matière de finance rurale, révisée et approuvée par le Conseil d'administration en 2009, le Fonds a confirmé sa volonté de rechercher sans relâche des moyens plus efficaces d'appuyer le secteur de la finance rurale. Compte tenu de ces engagements institutionnels et sachant qu'environ 20% des projets du Fonds portent sur la finance rurale, il est essentiel que le FIDA collabore avec des partenaires solides pour pouvoir améliorer en permanence son action dans ce secteur et y intégrer les idées nouvelles et les expériences les plus récentes.
2. L'un des principaux partenaires du FIDA en matière de finance rurale est le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP). En sa qualité de centre indépendant d'orientation et de recherche, reconnu à l'échelle internationale et visant à améliorer l'accès des pauvres du monde entier aux services financiers, le CGAP coordonne un réseau actif de plus de 30 organismes de développement et fondations privées opérant dans le secteur de la finance rurale et de la microfinance.
3. Le partenariat du FIDA avec le CGAP ouvre de nouvelles perspectives importantes en matière d'échanges techniques et permet une meilleure diffusion des savoirs et des données d'expérience dans le domaine de la finance rurale. L'adhésion du FIDA au CGAP a également permis au Fonds de bénéficier des services consultatifs du Groupe, dans le cadre de sa participation à des comités d'examen technique, à la publication conjointe d'études de cas en matière de finance rurale, aux Microfinance Donor Peer Reviews de 2002 et 2005, et au SmartAid for Microfinance Index de 2009.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. L'accès aux services financiers est un outil fondamental pour améliorer le bien-être d'un ménage et sa capacité productive. Le principal objectif du CGAP est d'assurer aux pauvres un meilleur accès à des services financiers abordables et pratiques. Le Groupe vise à s'assurer que les marchés financiers locaux sont **équitable**s (que les services financiers n'excluent pas certains pauvres, régions ou pays) et **efficace**s (que les services financiers sont fournis de la manière la plus efficace possible à moindre coût), et que les services financiers destinés aux pauvres sont pleinement intégrés dans les marchés financiers traditionnels.
5. Depuis sa création en 1995, le CGAP s'est imposé en tant que chef de file et centre de connaissances reconnus, offrant des services consultatifs et d'information à un large éventail d'intervenants dans le secteur de la finance rurale. Son accès élargi aux organismes des Nations Unies, à la communauté des donateurs et à d'autres acteurs de premier plan lui permet de nouer des partenariats qui favorisent le consensus et le partage des coûts.
6. Le CGAP offre un cadre efficace pour l'échange de concepts, de projets et de conseils techniques en matière de finance rurale. Il est largement considéré comme le premier centre de documentation mondial pour l'accès aux financements, comme il ressort des témoignages des membres du Groupe et de ses partenaires, qui favorisent à leur tour l'adhésion de diverses parties prenantes (y compris les principaux organismes de normalisation).

7. Sa collaboration avec le CGAP permet au FIDA de tirer parti des activités et outils techniques du Groupe et de les transmettre aux partenaires sur le terrain. Le Fonds travaille par ailleurs avec d'autres spécialistes, dans le cadre du réseau du Groupe, pour mettre à l'essai de nouvelles approches, partager avec la communauté des donateurs ses données d'expérience dans le domaine de la finance rurale et tirer des enseignements de l'expérience acquise par d'autres parties prenantes. Le CGAP offre également au FIDA une passerelle pour la diffusion, à d'autres donateurs et parties prenantes, des résultats des projets menés à bonne fin, et pour la mise en commun des enseignements tirés des projets moins bien réussis. Grâce à la grande visibilité des initiatives bénéficiant de l'appui du CGAP, il est également possible de recenser de nouveaux domaines d'intérêt pour le portefeuille du FIDA et d'identifier des partenaires pour reproduire les interventions du Fonds à plus grande échelle.
8. L'un des principaux piliers de l'action du CGAP est le renforcement de l'efficacité du financement grâce à un meilleur accès aux fonds. L'indice SmartAid est un service offert aux bailleurs de fonds qui cherchent à mieux comprendre l'influence des systèmes de gestion, des politiques, des procédures et des incitations internes sur leurs opérations de microfinance. Le FIDA a pris part à l'examen 2009 du SmartAid for Microfinance Index, qui a permis de dégager les secteurs dans lesquels des améliorations étaient nécessaires. Le Fonds s'apprête à mettre en œuvre les recommandations du CGAP, notamment les suivantes:
  - élaborer des plans de formation interne en collaboration avec les divisions régionales;
  - dresser une liste de prestataires de services techniques qualifiés, de réseaux, de sociétés de conseil et de centres d'excellence en matière de microfinance et de finance rurale;
  - établir des partenariats officiels avec plusieurs centres d'excellence régionaux; et
  - examiner les flux de suivi des résultats et prescrire l'utilisation systématique de contrats axés sur les résultats.
9. Le Groupe s'engage à fournir au FIDA un appui tout au long du processus de mise en œuvre, y compris des services consultatifs pour le personnel technique et la gestion.
10. Enfin, le CGAP effectue des enquêtes annuelles sur l'accès aux financements et aux flux financiers. L'enquête annuelle du Groupe sur les organismes chargés de la réglementation financière couvre plus de 140 pays, tandis que des informations concernant les niveaux de financement sont fournies par plus de 150 donateurs et investisseurs, dont le FIDA.

### **III. Le programme proposé**

11. L'objectif général du programme est d'ouvrir l'accès à un large éventail de services financiers ruraux durables dans le cadre d'un système financier accessible à tous. Par ailleurs, en renforçant les capacités des partenaires sur le terrain, ce don permettra également d'améliorer l'efficacité opérationnelle du FIDA et aura une incidence sur ses interventions en matière de finance rurale.
12. Les objectifs du programme sont les suivants:
  - renforcer l'infrastructure des marchés financiers en milieu rural;
  - promouvoir un cadre politique propice à la finance rurale;
  - améliorer les services financiers offerts aux populations rurales pauvres quant à leur accès, à leur diffusion et à leur viabilité;
  - renforcer les capacités des parties prenantes et des partenaires du FIDA en matière de finance rurale dans toutes les régions;

- mobiliser des partenariats stratégiques avec des centres d'excellence en matière de finance rurale et de microfinance pour améliorer les opérations du FIDA et leur impact; et
  - améliorer l'information sur les résultats fournie par les prestataires de services financiers ruraux pour promouvoir la transparence et l'accessibilité du secteur.
13. Le groupe cible comprend l'éventail des parties prenantes dans le secteur de la finance rurale, dans tous les pays où le FIDA opère. Selon les estimations, 90% de ceux qui vivent en milieu rural n'ont pas accès à des services financiers fiables. Plus précisément, les activités du FIDA en matière de finance rurale visent les petits producteurs engagés dans des activités économiques rurales agricoles et non agricoles, qui pourront améliorer leur productivité, leurs avoirs, leurs revenus et leur sécurité alimentaire grâce à un meilleur accès aux services financiers.
  14. En outre, ce don donnera aux divers types de prestataires de services financiers opérant en milieu rural les moyens de desservir les populations rurales pauvres de façon durable. Le programme s'adressera en particulier aux prestataires de services bancaires à distance qui permettent d'offrir une assistance élargie aux populations rurales pauvres grâce à des moyens technologiques (téléphones mobiles, cartes à puce, etc.).
  15. Le programme s'adressera aux décideurs s'occupant de finance rurale non seulement par le biais de ses services consultatifs, mais aussi de par ses normes pour l'industrie en matière de réglementation et de surveillance, de protection des consommateurs et de politiques applicables aux services bancaires à distance, dont dépend l'expansion de la finance rurale.
  16. Le programme durera trois ans et comptera cinq grandes composantes.
- Renforcement de l'infrastructure des marchés financiers en milieu rural**
17. Ce don contribuera à soutenir le Programme technologie du CGAP, qui finance la mise à l'essai de modèles de services bancaires à distance en milieu rural. Ces services ont la capacité potentielle d'étendre la fourniture de services financiers aux populations pauvres qui ne sont pas couvertes par les réseaux bancaires traditionnels.
  18. Le CGAP diffusera les enseignements tirés de son programme de progression (Graduation Program) concernant la meilleure façon d'atteindre les plus démunis. Ce programme est une initiative mondiale visant à comprendre comment les filets de protection, les moyens d'existence et la microfinance peuvent être programmés dans le temps pour tracer des parcours qui permettront aux plus pauvres de progresser et de se libérer ainsi de l'extrême pauvreté.
  19. Enfin, le CGAP continuera d'appuyer le système MIX (Microfinance Information eXchange), qui fournit des informations sur les résultats obtenus par près de 2 000 institutions financières desservant une clientèle pauvre.
- Promotion d'un cadre politique propice à la finance rurale**
20. Les travaux du CGAP sur les questions de fond visent à mettre en place des cadres politiques et réglementaires favorables aux prestataires de services financiers desservant les milliards de pauvres dans le monde qui n'ont pas accès à des services financiers sûrs, adéquats et abordables.
  21. Le CGAP émettra des avis concernant des propositions de politiques et réglementations financières n'excluant personne dans plusieurs des pays figurant dans le portefeuille des interventions du FIDA. Par ailleurs, le Groupe diffusera des normes de bonnes pratiques en matière de réglementation et de supervision par le biais de ses systèmes de communication, publications et manifestations.

22. En outre, le CGAP organisera des campagnes de sensibilisation et des activités de formation à l'intention des décideurs en matière de finance rurale, et octroiera des bourses d'études.

#### **Mise au point d'outils de gestion des savoirs en matière de finance rurale**

23. S'appuyant sur une analyse des principaux problèmes auxquels sont confrontées les parties prenantes du FIDA en matière de finance rurale, le CGAP contribuera à l'élaboration d'une série de modules de formation et de supports didactiques du FIDA sur des questions prioritaires. Il apportera également son soutien au Fonds dans le déroulement de ces sessions de renforcement des capacités.

#### **Renforcement des liens avec des centres d'excellence en matière de finance rurale**

24. Le CGAP mobilisera son réseau international de membres, ses représentants régionaux et ses contacts, en vue d'aider le FIDA à dresser une liste de prestataires de services techniques qualifiés en matière de finance rurale à l'intention des partenaires du Fonds et des parties prenantes dans les pays.

#### **Amélioration de l'information sur les résultats fournie par les prestataires de services financiers ruraux**

25. Compte tenu de l'importance de la fourniture de services de qualité par la voie d'institutions viables et efficaces, le CGAP aidera le FIDA à élaborer ses indicateurs clés de performance en matière de finance rurale, y compris pour les prestataires de services au niveau local (coopératives d'épargne et de crédit, associations de services financiers, etc.). Le Groupe examinera les indicateurs du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) et ceux relatifs au secteur de la finance rurale, et il aidera le FIDA à comprendre et à mesurer ses résultats en matière de finance rurale. Le CGAP pourra également apporter son soutien à l'élaboration d'un système de suivi, en coopération avec le système MIX.

## **IV. Résultats et avantages escomptés**

26. Compte tenu des principaux objectifs énoncés ci-dessus, les résultats escomptés sont les suivants:

<i>Résultats</i>	<i>Effets</i>
<b>Renforcement de l'infrastructure des marchés financiers en milieu rural</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Essais de nouveaux modèles de services bancaires à distance menés à bien; diffusion des principaux enseignements tirés.</li> <li>De nouveaux modèles élaborés et mis à l'essai à l'intention des plus démunis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une meilleure compréhension des modèles de services bancaires à distance en mesure de desservir un grand nombre de personnes</li> <li>Une application à plus grande échelle d'approches novatrices permettant d'atteindre les personnes les plus marginalisées</li> </ul>
<b>Promotion d'un cadre politique propice à la finance rurale</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans les pays partenaires du FIDA, des décideurs conseillés et formés sur les bonnes pratiques en matière de finance rurale</li> <li>Un certain nombre de propositions de politiques et de réglementations financières n'excluant personne examinées dans les pays partenaires du FIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des prestataires de services financiers en mesure de toucher les ruraux pauvres et des clients protégés</li> <li>Des politiques et/ou programmes inopportuns évités</li> </ul>
<b>Mise au point d'outils de gestion des savoirs en matière de finance rurale</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>De nouveaux modules de renforcement des capacités mis en œuvre par les organisations partenaires du FIDA</li> <li>Des documents techniques sur des questions prioritaires utilisés par les organisations partenaires du FIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des projets plus efficaces, des institutions plus solides et de meilleurs produits financiers à l'intention des populations pauvres</li> </ul>

Résultats	Effets
<b>Renforcement des liens avec des centres d'excellence en matière de finance rurale</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération/collaboration renforcée du FIDA avec ses partenaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un échange d'informations systématique sur des questions prioritaires</li> </ul>
<b>Amélioration de l'information sur les résultats fournie par les prestataires de services financiers ruraux</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateurs clés de performance pour divers types d'institutions utilisés par les partenaires du FIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la transparence et du suivi des résultats</li> </ul>

## V. Modalités d'exécution

27. Le don sera mis en œuvre par le CGAP, qui est un consortium de bailleurs de fonds publics et privés dont le secrétariat est installé auprès de la Banque mondiale. Le CGAP a une structure de gouvernance autonome ainsi constituée: le Conseil des gouverneurs, composé de bailleurs de fonds membres, le Comité exécutif et le Comité des investissements. L'Équipe opérationnelle, qui est hébergée par la Banque mondiale, est chargée de la mise en œuvre des activités du Groupe.
28. Le CGAP gère un fonds de dons destiné à appuyer ses activités. Le Comité des investissements, agissant au nom du Conseil des gouverneurs, est l'organe fiduciaire de surveillance pour le fonds, chargé de veiller à ce que les investissements du Groupe soutiennent les priorités stratégiques définies par le Conseil. Un représentant du Comité exécutif et un représentant du Conseil participent au Comité des investissements en qualité d'observateurs. À chacune des réunions du Comité des investissements, le CGAP donne un bref aperçu des progrès accomplis au regard des engagements en cours.
29. L'Équipe opérationnelle assure la mise en œuvre de la stratégie approuvée par le Conseil des gouverneurs. Elle est placée sous la direction de l'Administrateur, qui est également l'un des directeurs de la Banque mondiale. L'Administrateur travaille en étroite collaboration avec l'équipe de direction afin d'assurer la compatibilité des activités du CGAP avec la mission du Groupe et leur mise en œuvre à la fois efficace et efficiente. L'Équipe opérationnelle est basée à Washington D.C. (États-Unis d'Amérique) et dispose d'un bureau à Paris (France), qui se concentre principalement sur l'efficacité de l'aide. Le CGAP s'appuie également sur deux petits bureaux satellites dans le Connecticut (États-Unis d'Amérique) et à Bruxelles (Belgique) et sur des représentations régionales au Bangladesh, dans la Fédération de Russie, au Kenya et au Sénégal.
30. Compte tenu de l'éventail de compétences du CGAP et de ses capacités de gestion éprouvées, la mise en œuvre des activités de financement sous forme de dons sera assurée par le Groupe et supervisée par l'équipe du FIDA chargée de la finance rurale au sein de la Division des politiques et du conseil technique, à Rome.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

31. Le CGAP bénéficie actuellement d'un financement annuel total d'environ 16 millions d'USD, à l'exclusion des fonds reçus au titre de l'initiative Technologie lancée avec la Fondation Bill et Melinda Gates pour un montant de 26 millions d'USD sur les cinq prochaines années. En 2009, la contribution totale des bailleurs de fonds s'est élevée à 16 millions d'USD. En 2010, les contributions au budget de base du CGAP ont atteint 12 millions d'USD, soit le niveau le plus élevé des trois dernières années. Vu qu'il s'agissait de la première année de lancement d'une nouvelle stratégie sur cinq ans, ce montant représente un engagement important de la part des membres du Groupe. La situation financière du CGAP est solide.

**Récapitulatif du budget et du plan de financement**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	1 325	
Frais de voyage	100	
Frais administratifs (5%)	75	
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>21 400</b>

<sup>a</sup> Budget préliminaire juillet 2010 - juin 2011 (exercice 2010); contribution des bailleurs de fonds – contributions de base et contributions affectées, produit d'intérêts et gains de change; à l'exclusion du financement du FIDA; exercice budgétaire 2009: 22 537 290 USD.

# Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Unlock access to a wide range of sustainable rural financial services in an inclusive financial system. Enhance IFAD's operational effectiveness and impact in its rural finance interventions by building stronger partners in the field.	Corporate Level Evaluation (CLE) of IFAD's Rural Finance Policy or Peer Review of Aid Effectiveness scores increase by 20% against previous CLE or Peer Review.	CLE report or SmartAid for Microfinance feedback report.	Management support and sufficient financial resources available for capacity building and institutional development and change processes.
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Build the financial market infrastructure in rural areas</li> <li>Foster a supportive policy framework for rural finance</li> <li>Improve the delivery, outreach, and sustainability of financial services for poor people in rural areas</li> <li>Build the capacity of IFAD stakeholders and partners in rural finance in all regions</li> <li>Leverage strategic partnerships with centres of excellence in rural finance and microfinance to improve IFAD operations and impact</li> <li>Improve performance information from rural financial service providers to promote greater transparency and inclusion in the sector</li> </ul>	<p>Improved financial market infrastructure, policy frameworks, service delivery, number of target clients reached and financial and economic performance by 10% annually on average for all supervised rural finance components and projects.</p> <p>Project participating financial institutions report 10% increase of target client outreach annually.</p> <p>The number of project participating financial institutions that achieve operational self-sufficiency increases by 10% annually.</p>	<p>Reports of IFAD Direct Supervision missions worldwide;</p> <p>Grant status reports by grant recipients.</p> <p>Performance-based agreements / contracts with project participating financial institutions;</p> <p>Annual MIX-market reports.</p>	<p>Rural finance sector remains relatively unaffected by economic and financial crises.</p> <p>No counterproductive projects and programmes by other donors and investors in the financial sector.</p>
<b>Outcomes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Improved understanding of branchless banking models that have the potential to serve large numbers of people in rural areas. Innovative approaches to reach the most marginalized people scaled up. Financial service providers are enabled, through a conducive environment, to reach out to the rural poor; and clients are protected.</li> <li>Undesired policies and / or programmes averted.</li> <li>More effective projects, stronger institutions and better financial products to reach the poor</li> <li>Systematic exchange on key issues established.</li> <li>Increased transparency and performance tracking and monitoring.</li> </ul>	<p>5 cases of good branchless banking model practices developed and published;</p> <p>5 cases of innovative approaches implemented and published;</p> <p>5 cases of rural financial market macro-level reforms reported;</p> <p>3 national microfinance policies reported as international good practices;</p> <p>3 international best practice learning cases regarding project outlines, institutions and products documented;</p> <p>IFAD' knowledge management system connected with on-the-spot systematic exchange on key issues;</p> <p>3 performance tracking and monitoring good practice cases documented.</p>	<p>CGAP Monthly Update;</p> <p>CGAP Annual Reports;</p> <p>CGAP Briefs and Focus Notes</p>	<p>CGAP expects contributions from other member donors in order to implement all planned activities.</p>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Experiments with new branchless banking models completed; key lessons disseminated.</li> <li>New models to serve the poorest in rural areas developed and tested.</li> <li>Relevant policy makers in IFAD partner countries advised and trained on good practice rural finance.</li> <li>A number of draft inclusive finance policy and regulation proposals in IFAD partner countries reviewed.</li> <li>Newly designed capacity development modules on rural finance implemented by IFAD partner</li> </ul>	<p>6 branchless banking experiments are completed;</p> <p>8 graduation pilot project completed;</p> <p>8 training courses conducted;</p> <p>2 revised policy documents;</p> <p>40 people trained;</p> <p>6 technical documents applied by IFAD partner organizations;</p> <p>2 partnership agreements with centers of excellence in rural finance;</p> <p>15 participating financial institutions applying key performance indicators.</p>	<p>Partially related to CGAP reporting e.g. monthly and annual updates;</p> <p>For certain outputs IFAD internal resources, e.g. supervision mission reports, portfolio reviews etc.</p>	<p>n/a</p>

	<b>Objectives hierarchy</b>	<b>Objectively verifiable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
	<p>organizations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Technical documents on key issues in rural finance used by IFAD partner organizations</li> <li>• IFAD's cooperation and collaboration with partners and centers of excellence in rural finance strengthened.</li> <li>• Key performance indicators in rural finance for various institutional types applied by IFAD partner institutions.</li> </ul>			
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experiments with branchless banking models in rural areas. Implementation and lessons learned on how to reach the poorest through the "graduation programme". Comments and reviews of draft inclusive finance policy and regulation proposals in several countries included the IFAD portfolio of interventions. Dissemination of good practice standards on regulation and supervision through various communication channels, publications and events .Organization of awareness-building and training events for rural finance policymakers. Development of training modules and supporting materials on priority issues such as supporting decentralized community based institutions, key performance indicators, working with apex organizations etc. Facilitation of collaboration with centers of excellence in rural finance will</li> <li>• Development of rural finance performance indicators; support to the development of IFAD's tracking and monitoring system.</li> </ul>	n/a	n/a	

## **MADRE Inc., Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO) et Fondation Tebtebba: Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones**

### **I. Contexte**

1. Les peuples autochtones sont nettement surreprésentés chez les pauvres et constituent environ 15% des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Depuis le début des opérations du FIDA, en 1978, les peuples autochtones vivant dans les zones rurales du monde en développement font partie des groupes cibles des projets et programmes qui bénéficient de l'appui du Fonds, en particulier en Asie et en Amérique latine.
2. Sur la base de l'expérience acquise, le FIDA sait combien il est important de reconnaître la diversité et les spécificités des peuples et des communautés rurales, de les valoriser et de miser sur ces richesses en tant que source de potentialités économiques. C'est dans cette perspective que le Fonds a approuvé, en septembre 2009, sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones<sup>1</sup>. Cette nouvelle politique entend renforcer l'efficacité de l'action de développement du FIDA lorsqu'il travaille avec les communautés autochtones en milieu rural, et spécialement autonomiser les populations autochtones pour qu'elles puissent se libérer de la pauvreté en faisant fond sur leur identité et leur culture.
3. La Politique prévoit le renforcement du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (le Mécanisme) en tant qu'instrument novateur pour nouer des partenariats avec les organisations locales autochtones et favoriser le développement autonome de ces communautés.
4. Le Mécanisme a été créé au sein du FIDA en 2006, suite à la signature d'une lettre d'accord entre la Banque mondiale et le Fonds en vue du transfert, de la Banque au FIDA, du Mécanisme d'octroi de subventions pour les peuples autochtones, rebaptisé "Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones". À sa quatre-vingt-huitième session, en septembre 2006, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé le transfert du Mécanisme et de ses structures de gouvernance<sup>2</sup>.
5. Deux appels à propositions ont été émis avec succès en 2007 et en 2008. Soixante et onze projets ont ainsi été financés dans 38 pays dans le monde entier, pour un montant total d'environ 1,5 million d'USD<sup>3</sup>.
6. Dans divers pays, un lien direct a été établi entre les microprojets du Mécanisme et les programmes de pays du FIDA, moyennant soit l'intégration de la communauté visée dans un programme de plus grande envergure financé par le FIDA, soit l'application à plus grande échelle des microprojets du Mécanisme, soit encore l'inclusion de l'organisation retenue dans l'équipe de gestion du programme de pays du FIDA. On peut ainsi citer les projets mis en œuvre dans l'État plurinational de Bolivie, en Malaisie, au Nicaragua, au Panama et au Rwanda.

---

<sup>1</sup> [http://www.ifad.org/english/indigenous/documents/ip\\_policy\\_f.pdf](http://www.ifad.org/english/indigenous/documents/ip_policy_f.pdf).

<sup>2</sup> EB 2006/88/R.40.

<sup>3</sup> En 2007 et en 2008, le Mécanisme et ses activités connexes ont été financés par le FIDA, la Banque mondiale, la Norvège, le Canada, la Finlande et l'Italie, pour un montant total de 2,12 millions d'USD, ainsi réparti: FIDA, 823 000 USD; Banque mondiale, 415 000 USD; Norvège, 625 000 USD; Canada, 150 000 USD; Finlande, 77 000 USD; et Italie, 30 000 USD.

7. La stratégie adoptée lors des deux premiers cycles du Mécanisme a été celle de l'"apprentissage par la pratique", s'agissant d'améliorer le Mécanisme sur la base des enseignements tirés<sup>4</sup>. Ces derniers ont été pris en compte dans la stratégie à moyen terme pour 2010-2014, élaborée en 2010 en collaboration avec le Conseil du Mécanisme et approuvée par la direction du FIDA.
8. Cette stratégie vise à: i) améliorer l'efficacité du Mécanisme, en réduisant notamment les coûts de transaction pour le FIDA; ii) donner aux organisations autochtones régionales les moyens de gérer des instruments financiers pour soutenir des initiatives de développement au niveau local; iii) renforcer les liens entre les microprojets du Mécanisme et les projets financés par le FIDA dans les pays; et iv) assurer une base de ressources financières stable en accompagnant les dons du FIDA d'un cofinancement de la part d'un groupe de donateurs résolu (gouvernements, fondations, ONG).
9. Ces objectifs seront atteints avec l'appui des organisations autochtones à l'échelon régional, qui géreront le Mécanisme en transférant les ressources aux sous-bénéficiaires retenus et en assurant le suivi et la supervision de leurs projets. Les organisations régionales joueront un rôle de catalyseur dans le renforcement de leurs plates-formes et feront la jonction entre la scène internationale et les organisations locales.
10. Des efforts seront mis en œuvre pour intégrer les microprojets dans les opérations du FIDA au niveau des pays, y compris par le suivi et la supervision des microprojets du Mécanisme dans le cadre de la supervision des projets connexes financés par le Fonds et en collaboration avec les organisations régionales chargées de la gestion du Mécanisme.
11. La décentralisation du Mécanisme coïncidera avec l'établissement, au sein du FIDA, du Forum des peuples autochtones, qui se tiendra tous les deux ans en concomitance avec le Conseil des gouverneurs<sup>5</sup>. Les connaissances, les données d'expérience et les enseignements tirés du Mécanisme seront mis en commun et éclaireront les décisions et recommandations du Forum des peuples autochtones, en tenant compte des innovations et des meilleures pratiques susceptibles d'être appliquées à plus grande échelle dans le cadre des projets et programmes de pays du FIDA.
12. Les activités illustrées ci-dessous s'inspirent de la nouvelle stratégie du Mécanisme et des enseignements tirés des deux cycles précédents.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

13. Comme les données d'expérience du FIDA en témoignent et ainsi que l'ont confirmé les deux appels à propositions du Mécanisme, les peuples autochtones peuvent, en leur qualité de parties prenantes, jouer un rôle clé dans la définition des stratégies de développement. Ils sont directement confrontés à certains des principaux problèmes liés à la pauvreté rurale aux niveaux national et mondial, notamment la gestion des ressources naturelles, la biodiversité et le changement climatique. Les propositions soumises au Mécanisme présentent une approche

---

<sup>4</sup> L'expérience acquise lors des deux premiers cycles du Mécanisme est relatée dans le rapport *Learning by Working Together – Microprojects financed through the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF); Aprender trabajando juntos – Microproyectos financiados por el Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas (IPAF)*, février 2010. Version anglaise: [http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/documents/microproyectos\\_e.pdf](http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/documents/microproyectos_e.pdf). Version espagnole: <http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/documents/microproyectos.pdf>.

<sup>5</sup> La création du Forum des peuples autochtones au FIDA est le deuxième instrument novateur mis en place par la Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones. Cette proposition est une tentative concrète d'institutionnalisation d'un processus de consultation et de concertation avec les représentants des peuples autochtones aux niveaux national, régional et international. L'objectif est d'accroître la responsabilité du FIDA vis-à-vis de ses groupes cibles et de renforcer l'efficacité de son action en faveur du développement, ainsi que de lui permettre d'assumer un rôle moteur au sein des institutions internationales de développement. L'atelier établissant le forum au sein du FIDA s'est tenu les 17 et 18 février 2011.

originale et nouvelle face à ces nouveaux enjeux et constituent une véritable source d'innovation, d'idées empiriques et de nouvelles pratiques dans le cadre des processus de développement touchant les peuples autochtones. S'ils sont valorisés, la vision et les talents de ces populations peuvent contribuer au renforcement des capacités du FIDA à comprendre et à évaluer les nouveaux enjeux en matière de pauvreté rurale, et à les intégrer dans de grands projets visant les peuples autochtones.

14. La valeur ajoutée de l'établissement du Mécanisme au sein du FIDA tient aux éléments stratégiques suivants:
  - Grâce au financement de microdons, le Mécanisme constitue un instrument financier complémentaire en faveur d'un groupe cible donné, dont le FIDA peut disposer pour nouer des partenariats avec les organisations des peuples autochtones aux niveaux régional, national et local. Ces partenariats peuvent donner lieu à des initiatives de collaboration élargies dans le cadre des programmes de pays du Fonds.
  - Le Mécanisme offre un instrument d'écoute et d'apprentissage utile pour recenser les besoins des peuples autochtones, élaborer des solutions et mettre au point des innovations. Il peut être utilisé pour rechercher des solutions novatrices et des projets pilotes qui ouvrent la voie à des projets plus vastes que le FIDA pourra financer sous forme de prêts et de dons. Il peut aussi aider à identifier et à piloter les initiatives plus efficaces qui pourront être reproduites par d'autres institutions de développement.
  - Le Mécanisme est un instrument de partenariat potentiel, qui peut être utilisé pour renforcer les plates-formes des peuples autochtones et favoriser la concertation aux niveaux national, régional et mondial sur des questions intéressant ces populations.
15. Grâce au soutien financier du don proposé, le FIDA vise à s'assurer que les principes énoncés dans sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones et les instruments utilisés pour les mettre en application donnent lieu à des actions durables.
16. Le don proposé s'inscrit dans le droit fil des principes du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, en ce qu'il permet aux organisations des peuples autochtones de participer de manière efficace aux processus nationaux et locaux de programmation et d'élaboration des politiques. Il met directement en œuvre les principes du Cadre stratégique suivants: i) le renforcement du pouvoir d'action, en "[associant] les meilleures compétences et connaissances disponibles pour trouver des solutions nouvelles et novatrices aux problèmes posés par la pauvreté rurale [...] en renforçant [les] capacités et en [consolidant les] organisations et communautés"; et ii) le partenariat avec les parties prenantes nationales et une participation plus active aux partenariats établis par la communauté internationale du développement.
17. Le financement du don proposé est justifié par la résolution prise par le FIDA de renforcer l'efficacité de son aide au développement au titre de son engagement aux côtés des communautés des peuples autochtones dans les zones rurales. Environ 80% des ressources du Fonds seront utilisées pour financer des dons en faveur des communautés des peuples autochtones et de leurs organisations, destinés à des projets conçus et mis en œuvre par ces dernières, et leur donner ainsi les moyens de se libérer de la pauvreté en faisant fond sur leur identité et leur culture. Cette proposition de don s'inscrit dans le droit fil de la Politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones, dont les principes d'action sont mis en œuvre notamment par le biais du Mécanisme.

### III. Le programme proposé

18. L'objectif général du programme est de **renforcer le pouvoir d'action des communautés des peuples autochtones et de leurs organisations pour favoriser leur développement autonome**. Il s'agit plus particulièrement: i) de donner aux communautés des peuples autochtones et à leurs organisations les moyens de concevoir et de mettre en œuvre des projets de développement faisant fond sur leur identité et leur culture; ii) de renforcer les capacités des organisations autochtones pour la gestion d'instruments financiers à l'appui d'initiatives de développement au niveau local; et iii) de générer des connaissances sur les initiatives de développement des peuples autochtones et de les mettre en commun.
19. Le groupe cible est composé de communautés des peuples autochtones, et de leurs organisations, vivant dans les zones rurales des États membres en développement du FIDA.
20. Le programme durera trois ans et comptera trois grandes composantes:
  - **Donner aux organisations locales des peuples autochtones les moyens de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies pour répondre aux besoins de développement de leurs communautés en faisant fond sur leur culture et leur identité:** i) en finançant à hauteur de 20 000 à 50 000 USD des projets conçus et mis en œuvre par les communautés des peuples autochtones et leurs organisations; ii) en donnant aux sous-bénéficiaires du Mécanisme les moyens de gérer leurs projets et de les mettre en œuvre; et iii) en mettant en liaison les peuples autochtones avec les plates-formes régionales et mondiales par le biais d'ateliers et d'activités de formation.
  - **Renforcer les capacités des organisations des peuples autochtones au niveau régional pour la gestion d'instruments financiers à l'appui d'initiatives de développement à l'échelon local:** i) en dispensant une formation et en donnant des orientations générales à trois organisations autochtones, une dans chaque région (Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes), pour leur permettre d'apporter un soutien efficace aux organisations locales dans la mise en œuvre d'initiatives de développement; ii) en renforçant les liens et la coopération entre les trois organisations autochtones et les opérations du FIDA dans la région; et iii) en apportant un soutien aux trois organisations autochtones afin qu'elles puissent jouer un rôle de catalyseur pour renforcer ainsi les plates-formes des peuples autochtones au niveau régional et resserrer leurs liens avec la scène internationale.
  - **Gérer les savoirs:** i) en menant à bien des études et analyses axées sur les demandes reçues par le Mécanisme; ii) en conduisant des études axées sur les résultats et en procédant à une analyse des projets financés par le Mécanisme pour dégager les innovations et identifier les initiatives susceptibles d'être appliquées ou reproduites à plus grande échelle par le FIDA et/ou d'autres institutions de développement; et iii) en constituant des communautés de pratique avec les sous-bénéficiaires du Mécanisme pour favoriser et renforcer le travail en réseau des communautés des peuples autochtones et de leurs organisations aux niveaux régional et mondial.

## IV. Résultats et avantages escomptés

21. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- Des initiatives axées sur les demandes des communautés des peuples autochtones et de leurs organisations sont retenues en vue d'un financement par le Conseil du Mécanisme et mises en œuvre dans trois régions: Afrique, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes.
- Des réseaux de bénéficiaires du Mécanisme sont mis en place au niveau régional.
- Des liens sont établis entre les bénéficiaires du Mécanisme et les plates-formes régionales/internationales des peuples autochtones.
- Les organisations autochtones régionales ont accès à des ressources financières qui permettent de venir en aide aux organisations locales.
- Les organisations autochtones régionales renforcent leurs capacités pour la gestion d'instruments financiers à l'appui d'initiatives locales.
- Des réseaux de communautés autochtones sont établis au niveau régional et reliés aux plates-formes mondiales.
- Des études portant sur les propositions du Mécanisme sont menées à bien dans chaque région.
- Des études axées sur les résultats et une analyse des projets financés par le Mécanisme sont conduites dans chaque région pour dégager les innovations et les possibilités d'application à plus grande échelle.
- Des foires du savoir et des communautés de pratique centrées sur les problèmes spécifiques des peuples autochtones sont mises en place avec les sous-bénéficiaires du Mécanisme.
- Les connaissances et les données d'expérience générées par le Mécanisme orientent les instances et plates-formes régionales et internationales.

## V. Modalités d'exécution

22. Le Mécanisme est géré par un processus d'appel d'offres. Suite à un appel à propositions lancé au niveau mondial, toutes les demandes admissibles déposées dans les délais fixés sont examinées et évaluées en fonction de la pertinence du projet, de sa faisabilité, de la capacité et de la crédibilité de l'institution concernée, et de son bien-fondé aux fins du développement des peuples autochtones dans le respect de leur culture et de leur identité. À l'échelon mondial, le Mécanisme est géré par la Coordonnatrice pour les questions autochtones et tribales<sup>6</sup> et gouverné par le Conseil.
23. Le Conseil est composé des membres votants suivants: quatre représentants des peuples autochtones, un représentant de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et un représentant du FIDA. Les quatre représentants des peuples autochtones proviennent respectivement des régions suivantes: Afrique; Amérique latine et Caraïbes; Asie de l'Est et Pacifique; et Asie du Sud. Les membres du Conseil élisent un président<sup>7</sup>. Les fonctions du Conseil sont les suivantes:

<sup>6</sup> La Coordonnatrice pour les questions autochtones et tribales relève de la Division des politiques et du conseil technique du FIDA, au sein du Département gestion des programmes.

<sup>7</sup> Actuellement, les membres du Conseil sont les suivants: Joan Carling, Kankanaey, Philippines; Mirna Cunningham, Miskito, Nicaragua (membre actuel de l'Instance permanente sur les questions autochtones); Wolde Gossa Tadesse, Gamo, Éthiopie; Kyrham Nongkynrih, Khasi, Inde; et Jean-Philippe Audinet, Division des politiques et du conseil technique, représentant du FIDA.

- orientation stratégique générale concernant l'utilisation des fonds accordés par le Mécanisme, et supervision;
  - examen et approbation des demandes, en veillant à ce qu'elles soient conformes aux critères établis et aux lignes directrices et en assurant une répartition régionale équitable;
  - examen des rapports du Mécanisme; et
  - examen des rapports de vérification des comptes relatifs au Mécanisme.
24. Au niveau régional, le Mécanisme sera ainsi géré: en Amérique latine et dans les Caraïbes, par MADRE Inc. en qualité de bénéficiaire légal du don et par l'Instance internationale des femmes autochtones en tant qu'organisme d'exécution; en Afrique, par la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO); et en Asie et dans le Pacifique, par la Fondation Tebtebba. Le FIDA passera un accord de don avec MADRE Inc., la MPIDO et la Fondation Tebtebba. L'Instance internationale des femmes autochtones, la MPIDO et la Fondation Tebtebba seront chargées du transfert des ressources aux organisations bénéficiaires de dons au titre du Mécanisme et devront assurer le suivi et la supervision des projets financés par le Mécanisme, en coopération avec les chargés de programme de pays du FIDA. Ces trois organisations joueront un rôle déterminant en favorisant l'établissement de réseaux entre les sous-bénéficiaires du Mécanisme et leur renforcement, et en rapprochant les mouvements régionaux et internationaux des peuples autochtones.
25. Aux niveaux national et local, les sous-bénéficiaires du Mécanisme seront responsables de l'exécution des projets présentés et sélectionnés en vue d'un financement par le Conseil du Mécanisme. L'Instance internationale des femmes autochtones, la MPIDO et la Fondation Tebtebba passeront un accord de don avec chacun des sous-bénéficiaires retenus. Ces accords spécifieront les responsabilités respectives de l'organisation régionale et de l'organisation nationale ou locale, s'agissant de la planification, de l'exécution et de l'établissement de rapports.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

26. Le FIDA fournira un financement sous forme de don pour un montant de 1,45 million d'USD, ainsi réparti: 577 710 USD à MADRE Inc., 405 670 USD à la MPIDO et 466 620 USD à la Fondation Tebtebba.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dons en faveur de sous-bénéficiaires	1 138,5
Personnel, y compris services professionnels et consultants	108,0
Publications et matériel didactique	36,0
Voyages et indemnité journalière de subsistance	98,5
Frais généraux	69,0
<b>Total</b>	<b>1 450,0</b>

**Récapitulatif du budget et du plan de financement (MADRE Inc.)**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dons en faveur de sous-bénéficiaires	467,0
Personnel, y compris services professionnels et consultants	38,0
Publications et matériel didactique	12,0
Voyages et indemnité journalière de subsistance	33,2
Frais généraux	27,5
<b>Total</b>	<b>577,7</b>

**Récapitulatif du budget et du plan de financement (MPIDO)**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dons en faveur de sous-bénéficiaires	307,0
Personnel, y compris services professionnels et consultants	35,0
Publications et matériel didactique	12,0
Voyages et indemnité journalière de subsistance	32,3
Frais généraux	19,3
<b>Total</b>	<b>405,6</b>

**Récapitulatif du budget et du plan de financement (Fondation Tebtebba)**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dons en faveur de sous-bénéficiaires	364,5
Personnel, y compris services professionnels et consultants	35,0
Publications et matériel didactique	12,0
Voyages et indemnité journalière de subsistance	32,9
Frais généraux	22,2
<b>Total</b>	<b>466,6</b>

## Results-based logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p><b>Goal</b></p> <p>Strengthen indigenous peoples' communities and their organizations to foster their self-driven development</p>	<p># of indigenous peoples' communities and their organizations enabled to manage and implement development initiatives, with at least 50% receiving a rating of 3 or above in implementing the programmes to the benefit of their communities.</p>	<p>List of projects approved by the IPAF Board; Grant progress reports, independent verification through supervision missions.</p>	<p>The regional organizations have the full support of the indigenous peoples' communities.</p>
<p><b>Objectives</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Empowerment of indigenous peoples' communities and their organizations to design and implement development projects based on their identity and culture;</li> <li>2. Building the capacity of indigenous peoples' organizations to manage financial instruments to support grassroots development initiatives.</li> <li>3. Knowledge generation and sharing on indigenous peoples' development initiatives.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. # of indigenous peoples' communities and organizations which successfully design and implement their development initiatives by the end of the programme.</li> <li>2. Three IPOs at regional level are enabled to effectively manage, supervise and administer grant funds to finance sub-projects proposed by the indigenous peoples' communities and their organizations, by the end of the programme.</li> <li>3. # of platforms organized and channels linked to others to share knowledge and experience on IPAF sub-projects at local, regional and international, level by the end of the programme.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Monitoring and supervision reports of IPAF-funded projects; result-based assessments of grassroots development projects</li> <li>2. IPOs annual progress reports, closing reports; audit reports.</li> <li>3. Research analysis, studies and publications produced and shared through local and global fora, bulletins and web pages.</li> </ol>	<p>No interference or influences in the affairs of indigenous peoples' at country level.</p>
<p><b>Outputs</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.1 Demand driven initiatives of indigenous peoples communities and their organizations are financed and implemented in Africa, Asia and LAC;</li> <li>1.2 Networks of IPAF grantees are created at regional level, and IPAF-grantees are linked to regional/international indigenous peoples' platforms and IFAD operations in the country;</li> <li>2.1 Indigenous peoples organizations at regional level have access to financial resources to support grassroots organizations;</li> <li>2.2 Indigenous organizations at regional level have built their capacity to manage financial instruments to support grassroots initiatives;</li> <li>2.3 Networks of indigenous peoples communities are established at regional level and linked with global platforms.</li> <li>3.1 Studies on IPAF's applications are</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1a. # of projects approved, financed and successfully implemented in # countries in Asia, Africa and LAC by the end of the programme.</li> <li>1b. # of national/grassroots organizations linked to the regional and global indigenous peoples' platforms by the end of the programme.</li> <li>1c. # of national/grassroots IPAF-funded projects linked to IFAD operations in the country by the end of the programme.</li> <li>2a. Three IPOs in Asia, Africa and LAC receive resources to finance grassroots development initiatives in the first and second year of the programme;</li> <li>2b. They disburse resources to # n/grassroots orgs as approved by the IPAF Board in their respective regions according to project's PWO;</li> <li>2c. They monitor and supervise n/grassroots projects;</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1.a Applications received by IPAF and stored in the IPAF tracking system; Minutes of IPAF Board decision making meeting; Sub-grant agreements between Regional IPOs and n/grassroots orgs; monitoring and supervision reports of IPAF-funded projects, proceedings of training events;</li> <li>1.b Regional workshops/fora proceedings; community of practices' list of members;</li> <li>1.c Information deriving from supervision missions/surveys of IFAD-funded projects; communications with CPMs; IPAF knowledge and experience informing IFAD-project designs; IFAD's in-house seminars and presentations.</li> <li>2. Grant agreements between IPAF and regional IPOs; proceedings of training events; correspondence between IPAF secretariat and regional IPOs; evidence of disbursement of resources to regional IPOs; grant agreements between regional</li> </ol>	<p>No interference or influences in the affairs of indigenous peoples' at country level.</p> <p>Regional IPOs determined to incorporate service orientation and a result-based M&amp;E system combining traditional and specific indicators on the well-being of indigenous peoples;</p> <p>Regional IPOs determined to broaden their role at regional level and play a catalytic role to link up local and global platforms;</p>

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>prepared for each region; Result-based studies and analysis on projects financed by the IPAF are prepared, highlighting innovations and opportunities for scaling-up.</p> <p>3.2 Knowledge fairs and community of practices on indigenous peoples' issues are developed with IPAF-sub-grantees.</p> <p>3.3 Regional and international fora/platforms are informed and influenced by IPAF knowledge and experiences.</p>	<p>2d. The three IPOs play a catalytic role at regional and international level in creating and strengthening IPs platforms and sharing knowledge on IPs' issues.</p> <p>3a. # of studies and papers produced and shared on knowledge and experience deriving from IPAF and its funded projects</p> <p>3b.. # of workshops/knowledge fair organized with IPAF grantees at regional and international level;</p> <p>3c. # of regional and international fora where knowledge and experience from IPAF is shared.</p>	<p>IPOs and IPAF awarded organizations; bank transactions for transferring resources from IPOs to grassroots orgs; proceedings of regional and international fora;</p> <p>3. document/publication/ reports; workshop proceedings; regional and international fora proceedings;</p>	
<p><b>Key Activities</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Grants approved by the IPAF Board are disbursed in block to regional organizations;</li> <li>- Regional organizations provide trainings to IPAF-grantees on project management and implementation and on indigenous peoples' issues.</li> <li>- Regional organizations convene workshops/trainings with IPAF grantees on project's management, self-assessments; commensurate with indigenous peoples' rights and development with culture and identity.</li> <li>- IPAF Secretariat provides trainings and technical backstopping to regional IPOs on management of financial instruments;</li> <li>- Research analysis on IPAF's applications and IPAF-funded projects at grassroots and regional level;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- # of projects approved by regions and funds released to regional organizations as approved by the IPAF Board and financed according to their POW.</li> <li>- # of IPAF-sub-grantees trained in project management with back-stopping support by IPOs.</li> <li>- Workshops/trainings are held with IPAF sub-grantees.</li> <li>- # of trainings held with IPOs in managing financial instruments;</li> <li>- # of backstopping missions organized to assist IPOs in managing financial instruments.</li> <li>- Knowledge and experience on IPAF is documented and shared.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sub-grant agreement between IPOs and n/grassroots org; financial reports IPOs.</li> <li>- Proceedings of workshops/trainings; supervision reports; correspondence between IPOs and sub-grantees.</li> <li>- Workshop/training proceedings</li> <li>- Proceedings of trainings to IPOs; correspondence between IPAF secretariat and IPOs; information stored in IPAF.</li> <li>- Studies, publications produced on IPAF and disseminated through international fora, web applications.</li> </ul>	<p>No interference or influences in the affairs of indigenous peoples' at country level.</p>

# **Université de Kassel-WATERCOPE: Renforcement des capacités de recherche et soutien à l'élaboration de politiques, au niveau national, pour faire face à la raréfaction des ressources en eau et à l'utilisation intensifiée des sols dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie**

## **I. Contexte**

1. Le consortium de recherche et développement WATERCOPE s'attache à l'étude des principaux facteurs qui freinent le développement dans la région sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie, l'une des contrées les plus pauvres d'Asie centrale. Dans cette zone transfrontalière, les ressources en eau, les terres de pacage et les sols salinisés sont exposés aux effets du changement climatique et de la croissance démographique sur les stratégies de subsistance traditionnelles. La variation attendue du régime des précipitations, entre l'été et l'hiver, déterminera une augmentation des crues printanières dues à la fonte des neiges sur les terres agricoles, suivies de sécheresses estivales frappant principalement les herbages. Ces phénomènes tendront à aggraver la surexploitation des ressources et les stress connexes, avec une incidence sur les services et les fonctions écosystémiques et, par voie de conséquence, sur les stratégies de subsistance mises en œuvre par les éleveurs et les exploitants agricoles.
2. WATERCOPE s'attaquera à ces questions interdépendantes en concentrant son action sur: i) le renforcement, au niveau national, des capacités de recherche dans les domaines de la gestion améliorée des pâturages et de l'agriculture d'oasis; et ii) la mise à l'essai sur le terrain d'innovations tournées vers les pauvres permettant une utilisation rationnelle des ressources en terres et en eau et misant sur les chaînes de valeur des produits végétaux et animaux. Au-delà de son utilité directe pour les ménages témoins, cette démarche permettra d'inciter les décideurs et les planificateurs à prendre des décisions mieux éclairées en vue d'un partage plus efficace des ressources transfrontalières en terres et en eau.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

3. L'approche adoptée par WATERCOPE est applicable à d'autres régions multiethniques d'Asie centrale qui sont elles aussi des réservoirs d'eau et présentent des caractéristiques similaires (par exemple, les massifs de Katoun au Kazakhstan, du Tien Shan au Kirghizistan et du Pamir au Tadjikistan). Elle apporte une contribution utile à la nouvelle Stratégie du FIDA concernant le changement climatique. Le programme favorise une concertation transfrontalière (sino-mongole) plus efficace et fondée sur des éléments tangibles, sur le changement climatique, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire (troisième objectif de la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique). WATERCOPE s'emploiera à améliorer la résilience du système aux chocs extérieurs, en se concentrant sur trois aspects: i) le renforcement du capital humain et social de nouvelles ONG, organisations à assise communautaire et organisations à assise de la société civile; ii) l'amélioration du potentiel de développement des avoirs productifs et de la technologie; et iii) l'expansion du commerce intrarégional et l'élargissement de l'accès aux actifs financiers et aux marchés.

### III. Le programme proposé

#### Principales possibilités de développement visées par le programme et groupe cible

4. WATERCOPE s'efforcera de soutenir les groupements locaux d'éleveurs et d'agriculteurs, d'améliorer les capacités de recherche et de renforcer les politiques, au niveau national, dans la région transfrontalière sino-mongole de l'Altai-Dzoungarie. Les activités prévues intéressent les compétences et les structures organisationnelles d'un maximum de 50 000 ménages pauvres appartenant à des minorités ethniques, qui doivent accroître leurs revenus et améliorer leur sécurité alimentaire grâce à une utilisation plus efficace des ressources en eau et en terres dans le cadre d'une démarche misant sur la chaîne de valeur (stratégies d'adaptation optimale).

#### Phases et composantes du programme

5. Les deux phases du programme permettront à ce consortium mongolo-sino-allemand de scientifiques et de spécialistes du développement de définir, dans le cadre d'évaluations rurales participatives, des stratégies d'adaptation optimale (c'est-à-dire des stratégies fondées sur l'adaptation à la détérioration des ressources en eau et en pâturages disponibles) pour la gestion des parcours et l'utilisation agricole de l'eau (en privilégiant les cultures de légumes en serre à faible utilisation d'eau et la culture biologique de l'argousier, sa transformation et sa commercialisation, tout en réduisant au minimum l'impact environnemental négatif du lessivage des éléments nutritifs). Au cours des quatre années de la première phase du programme (2011-2014), il s'agira de rapprocher les parties prenantes, d'évaluer le potentiel des savoirs locaux pour la gestion des ressources et de définir des indicateurs biophysiques et de viabilité socioéconomique efficaces. La seconde phase (2014-2015) prévoit l'extension des activités et le transfert des technologies par le biais des services locaux de vulgarisation agricole rendus autonomes, ainsi que la mise en œuvre pilote à faible échelle des stratégies améliorées mises au point.
6. Le programme WATERCOPE comptera quatre grandes composantes:
  - a) évaluation des causes actuelles de la dégradation des pâturages et de la pénurie d'eau, et de leurs répercussions sur les stratégies de subsistance, et fourniture d'indicateurs permettant de mesurer leur incidence sur la viabilité du système;
  - b) analyse des contraintes liées aux politiques qui encouragent l'adoption généralisée de stratégies d'adaptation favorables aux pauvres pour faire face aux effets d'une utilisation plus intense et du changement climatique sur la qualité des pâturages et les ressources en eau;
  - c) mise en œuvre pilote d'essais au niveau des ménages pour des stratégies de gestion améliorées; et
  - d) formation de 20 jeunes scientifiques mongols et chinois, pour l'acquisition de capacités de recherche et développement de pointe à l'appui d'une utilisation durable de l'eau et des terres.
7. Les activités de recherche et développement seront subdivisées en cinq groupes thématiques:
  - a) variabilité du climat et changement climatique: évaluer la variabilité régionale du climat, l'évapotranspiration et les précipitations à différentes résolutions spatiotemporelles;
  - b) cycles hydrologiques et sécurité de l'eau: quantifier les ressources en eau disponibles à différentes échelles spatiales et temporelles et mettre au point des indicateurs environnementaux efficaces pour cette ressource essentielle;

- c) gestion de la fertilité des sols: analyser la croissance des cultures, le carbone du sol et les flux de nutriments en tant que facteurs déterminants de l'utilisation durable des terres;
- d) productivité des parcours: évaluer les effets de l'évolution des conditions environnementales et de la pression anthropogénique liée à l'élevage sur la végétation des parcours; et
- e) réduction de la pauvreté, politiques et moyens d'existence: fournir des données économiques et institutionnelles sur l'utilisation des terres et du capital naturel par les ménages, les stratégies de subsistance, les activités de production et les attitudes et préférences respectives.

### Méthodes

8. Pour atteindre ses objectifs, le programme emploiera les moyens suivants:
  - a) **Organisation d'ateliers transfrontaliers** pour (re-)définir des stratégies et des méthodes de recherche interdisciplinaire; mettre en application et intégrer les savoirs des agriculteurs; et actualiser les politiques relatives à l'utilisation des terres et de l'eau.
  - b) **Recherche participative sur le terrain et essais à la ferme pour la collecte de données** (enquêtes, évaluations participatives sur le terrain [disciplinaires et interdisciplinaires] et essais à petite échelle) en vue de:
    - i) répertorier et recueillir les savoirs locaux en matière de gestion des pacages, de l'eau et des cultures pour en évaluer le potentiel aux fins de l'élaboration de stratégies d'adaptation novatrices optimales; ii) mesurer la capacité de charge et la résilience des agroécosystèmes pauvres en eau à l'intention des éleveurs et des utilisateurs des terres agricoles; et iii) évaluer l'incidence des politiques actuelles sur les stratégies d'utilisation des terres et les services et fonctions écosystémiques.
  - c) **Mise en place d'un système d'information sur l'environnement (SIE)** dans le cadre d'un site web consacré au programme, qui permettra: i) de faciliter la gestion interne de la base de données et d'assurer la transparence du processus par étapes (reddition de comptes); ii) de mettre les résultats du programme et la base de données sur l'utilisation des terres à la disposition non seulement de l'ensemble des parties prenantes au sein de la zone visée par WATERCOPE, mais aussi de tous les intéressés appartenant à d'autres régions "réservoirs" d'Asie centrale présentant des caractéristiques similaires; et iii) de servir de plate-forme d'information et de communication pour le programme ("ressources transfrontalières" du SIE) à l'usage de la communauté internationale du développement et du grand public.
  - d) **Formation:** Les planificateurs locaux de l'utilisation des terres seront formés aux technologies GPS (système de positionnement universel) et SIG (système d'information géographique), ainsi qu'à l'analyse des politiques, pour garantir l'utilisation du SIE en tant qu'outil d'aide à la prise de décisions aux niveaux local et national. La participation de 20 candidats mongols et chinois titulaires d'un doctorat (PhD) ou d'un master (MSc), supervisés en tandem, permettra de renforcer les capacités didactiques et administratives locales et de favoriser ainsi une gestion durable de l'utilisation des terres.

## IV. Résultats et avantages escomptés

9. Les bénéficiaires du programme sont les suivants: éleveurs appartenant à une minorité ethnique, petits paysans, petits entrepreneurs privés, décideurs régionaux (transfrontaliers) et jeunes universitaires, en Mongolie et en Chine.

10. Les résultats escomptés sont les suivants:

- compréhension des processus guidant les décisions prises par les éleveurs et les agriculteurs concernant l'utilisation des terres, à partir d'évaluations rurales participatives et d'enquêtes périodiques;
- des capacités renforcées, au niveau national, en matière de recherche appliquée et des politiques qui favorisent la croissance des revenus et la sécurité alimentaire;
- mise en œuvre pilote de stratégies d'adaptation optimale auprès de 50 ménages éleveurs et cultivateurs en Mongolie et en Chine (un "meilleur rapport par unité d'eau" et des restrictions claires quant à l'utilisation des pâturages et de l'eau);
- prise de décision mieux éclairée dans le cadre de négociations transfrontalières concernant l'utilisation des pâturages et le partage des ressources en eau; et
- mise en place d'un SIE sur Internet ("ressources transfrontalières"), utilisé par les parties prenantes dans la zone du programme et dans les régions réservoirs présentant des caractéristiques similaires, dans d'autres pays d'Asie centrale.

## V. Modalités d'exécution

11. Les activités du programme régional transfrontalier WATERCOPE seront mises en œuvre en coordination avec les projets du FIDA en cours d'exécution dans la région. Elles apporteront une contribution aux systèmes de surveillance déjà mis en place comme le projet "Green Gold" (initialement financé par la Suisse), qui mesure la productivité des pâturages sur une échelle suprarégionale, le projet READ (Éducation rurale et développement), le projet "Index-based Livestock Insurance" (Assurance bétail indexée) et le projet "Sustainable Livelihoods" (Moyens d'existence durables). Dans le Xinjiang, les projets thématiques connexes sont le Programme de lutte contre la pauvreté, financé par une banque de développement allemande (Kreditanstalt für Wiederaufbau) et le Green Poverty Reduction Project du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les résultats du programme WATERCOPE seront intégrés dans le cadre de l'Initiative d'aménagement du territoire des pays d'Asie centrale pour la lutte contre la dégradation des terres, l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural et l'adaptation au changement climatique au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan.
12. La coordination générale du programme sera assurée par l'Université de Kassel en coopération avec un comité de pilotage composé de deux membres pour chacun des pays partenaires – Mongolie, Chine et Allemagne. En **Mongolie**, la collaboration scientifique avec WATERCOPE est assurée par l'Université nationale de Mongolie, qui coordonne la participation de l'Université agricole d'État, de l'Académie mongole des sciences, de l'Institut de météorologie et d'hydrologie, de l'Association des producteurs d'aliments pour animaux et de denrées alimentaires à Oulan-Bator, du Centre coopératif d'information et de formation à Oulan-Bator et de décideurs nationaux. En **Chine**, WATERCOPE collabore, par le truchement de l'Institut d'écologie et de géographie du Xinjiang et de l'Université agricole de Chine, avec l'usine de jus d'argousier située dans le Bulgan, l'Association des sciences des sols et des engrais du Xinjiang et les décideurs à Qinghe, Urumqi et Beijing. La formation des élèves sera organisée par le Centre international pour le développement et le travail décent<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> [www.icdd.uni-kassel.de](http://www.icdd.uni-kassel.de).

13. Pour assurer l'uniformité des rapports établis, une équipe de coordination mongolo-sino-allemande, guidée par l'Université de Kassel, dirigera l'ensemble des activités et procédera à un contrôle croisé des dépenses.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le budget global (voir tableau) comprend les coûts de tous les partenaires mongols et chinois (80% du financement total du FIDA) et les dépenses encourues par l'Université de Kassel pour la coordination et la gestion du programme, le soutien logistique et administratif, et le temps de travail consacré à la recherche et à l'appui technique. Par ailleurs, les universités mongoles et chinoises participantes, l'Institut d'écologie et de géographie du Xinjiang et l'Académie chinoise des sciences apporteront une contribution substantielle au programme sous forme de temps de travail. Les ministères chinois fourniront également des fonds supplémentaires à l'appui de la composante recherche appliquée du consortium WATERCOPE.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Personnel	650	1 350
Opérations et frais de voyage	420	300
Équipement	80	100
Formation et ateliers	200	80
Coûts indirects (10%)	135	183
<b>Total</b>	<b>1 485</b>	<b>2 013</b>

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Foster research capacities and regional policies to develop and test-implement coping strategies for dwindling water and pasture resources of poor households in the Altay-Dzungarian region.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Higher / more diversified rural incomes &amp; improved food security in test HHs.</li> <li>2. Options for strengthened ESS&amp;F available to water user groups, scientists, &amp; policy makers.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Household (HH) survey data, statistics and (NGO) reports</li> <li>2. Use of project results in transborder negotiations</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Most limiting resources are water and pasture availability.</li> <li>2. Population increase and economic development foster marketing of high value produce.</li> </ol>
<b>Objectives</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Evaluate environmental and economic consequences of current land use strategies on livelihoods of poor households.</li> <li>2. Develop solid projections of climate change, water and pasture availability for study region.</li> <li>3. Develop and test-implement 'Best-Fit Coping Strategies' for sustainable land use.</li> <li>4. Provide coping tools and training in resources management.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Database on land use strategies and ecological and economic implications.</li> <li>2. Climate and water models parameterized and tested.</li> <li>3. Management recommendations test-implemented by 2 x 50 rural HHs.</li> <li>4. Environ. Inform. System (EIS) &amp; modeling tools established &amp; professionals trained.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Indicator-based evaluation of bio-chemical and socio-economic data.</li> <li>2. Comparison of model results to actual climate and water data.</li> <li>3. Implementation of protocols and reports.</li> <li>4. Internet-based EIS available, training courses for NGOs and govt. people available</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Population growth &amp; climate change put pressure on pasture &amp; water resources.</li> <li>2. Climate change effects on pasture and water availability are measurable.</li> <li>3. Stakeholders &amp; governments interested in sustainable transborder development.</li> </ol>
<b>Outputs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Decision making processes of herders and farmers understood &amp; integrated into models.</li> <li>2. Reliable projections of climate change &amp; water availability communicated.</li> <li>3. Project website and EIS used by stakeholders &amp; government personnel for transborder decisions on use of pastures and water.</li> <li>4. Mongolian and Chinese MSc, PhD and Post-doc students promoted.</li> <li>5. Sustainable land-use options test-implemented.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Regular stakeholder meetings and participatory model parameterization.</li> <li>2. Publications (English) and project reports (Chinese and Mongolian).</li> <li>3, 4. EIS training courses offered regularly in both countries.</li> <li>4. 8 MSc and 6 PhD theses finished</li> <li>2 Postdoc scientists per country trained.</li> <li>5. Optim. Cropping &amp; herding tests in 2 x 50HHs.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Minutes of meetings, documents on model parameterization.</li> <li>2. Scientific articles and project reports.</li> <li>3, 4. Training course reports, participant lists, number of user accounts.</li> <li>4. MSc and PhD theses, publications, conference attendance</li> <li>5. Strategy effects on test HHs' revenues.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1.-2, 5. Stakeholders &amp; officials actively involved.</li> <li>3. Relevant stakeholders have access to IT &amp; use modeling tools.</li> <li>4. Chinese &amp; Mongolian scientists strongly identify with interdisciplinary on-site research.</li> </ol>
<b>Key Activities</b>	<p>WP1 - Decision Support System (EIS)</p> <p>WP2 - PRA-based baseline survey</p> <p>WP3 - Capacity building</p> <p>WP4 - Current poverty alleviation strategies</p>	<p>EIS used by stakeholders &amp; govt. officials.</p> <p>Internet database compiled &amp; verified.</p> <p>Supervision of local MSc, PhD Post-docs.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Database on current &amp; traditional poverty alleviation / resource use strategies.</li> <li>2. Particip. eval. of management strategies.</li> </ol>	<p>Documentation available and access used.</p> <p>Web-portal access to stakeholders.</p> <p>Young scientists' publications &amp; theses.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Web-portal with stakeholder access to project database.</li> <li>2. Description of strategies &amp; evaluation criteria.</li> </ol>	<p>IT facilities available in the target region.</p> <p>IT facilities available in the target region.</p> <p>Scientists identify with interdisciplinary research.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. IT facilities available.</li> <li>2. Stakeholders actively participating.</li> </ol>

	<b>Objectives-hierarchy</b>	<b>Objectively verifiable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
	WP5 - Indicators for sustainable resources use WPs6, 9 - 'Best-Fit Coping Strategies' WP7 - Scenario development WP8 - Technology transfer, policy analysis.	Indicators identified & used by stakeholders. Options implemented & monitored in 2x50HHs. Stakeholder scenarios identified & discussed. EIS & effect monit. system installed & used.	Records of different indicators & their use. Technical sheets, protocols, reports. Modeling of decision patterns. EIS user licenses at regional levels used.	Indicators detectable & stakeholder used. Trade-rel. opening of Mongolia-China border. Scientists & policy makers coop. in res. use. NGO & govt. officials interested and active.

# Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Initiative "Labourer le champ" du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

## I. Contexte

1. Un facteur important, en milieu rural, est la dégradation tendancielle persistante des ressources naturelles. Selon les estimations, entre 5 millions et 10 millions d'hectares de terres agricoles sont ainsi perdus chaque année par suite de la dégradation de l'environnement. Au cours des 100 dernières années, la diversité génétique végétale s'est amenuisée à une vitesse alarmante. La diversité des cultures fournit la matière première pour la sélection végétale et offre des outils d'adaptation.
2. Alors que la population mondiale devrait culminer à 9 milliards de personnes en 2050, la perte de la diversité végétale mondiale représente une grave menace pour la sécurité alimentaire et la santé de l'humanité. Cette tendance survient à un moment où près d'un milliard de personnes souffrent déjà de la faim. La conservation et l'utilisation de la diversité végétale au niveau mondial permettent de renforcer la capacité des agriculteurs à s'adapter à un climat en évolution et à nourrir une population croissante.
3. Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture se propose d'apporter une réponse internationale directe à ces défis mondiaux. Ce nouvel accord international adopté par la Conférence de la FAO contribue directement à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement de réduire l'extrême pauvreté et la faim et d'assurer un environnement durable (objectifs 1 et 7). Il agit sur l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire et la préservation de la biodiversité à la ferme en apportant un soutien aux petits exploitants agricoles et à leurs communautés.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Comme indiqué dans son *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, le FIDA s'emploie à élaborer une nouvelle approche de l'intensification durable de l'agriculture, fortement axée sur la viabilité écologique et une meilleure capacité d'adaptation aux risques et aux chocs associés aux pénuries de ressources et au changement climatique.
5. Le Traité international réunit 126 gouvernements et la Commission européenne, qui, en leur qualité de Parties contractantes, joignent leurs efforts afin de promouvoir l'utilisation de la diversité végétale aux fins de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique. Dans le cadre de son initiative "Labourer le champ", le Traité a mis en place un fonds fiduciaire multilatéral pour le partage des avantages, financé par les gouvernements membres, le secteur privé et plusieurs fondations internationales. Ce fonds finance actuellement divers projets à fort impact visant à permettre aux agriculteurs de garder une longueur d'avance sur les effets du changement climatique et de garantir leur sécurité alimentaire. L'axe thématique et l'approche programmatique de l'initiative "Labourer le champ" ont été définis en collaboration avec les principales organisations partenaires du Traité, notamment Bioversity International (GCRAI), la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures. Il s'agissait de s'assurer de l'action complémentaire et synergique de cette initiative avec d'autres programmes, en particulier le programme de recherche du consortium GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

6. Le secrétariat du Traité sera responsable de la mise en œuvre du don proposé. Toutefois, sachant qu'il ne bénéficie pas d'un statut juridique propre et qu'il est accueilli par la FAO, cette dernière est le bénéficiaire proposé du don.
7. La proposition est compatible avec l'objectif de la Politique révisée du FIDA en matière de dons en ce qu'elle favorise des approches et technologies performantes et novatrices ainsi que des politiques favorables au développement agricole et rural. Elle contribue pleinement aux deux premiers domaines thématiques du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 en mettant l'accent sur la sécurité d'accès aux ressources naturelles (biodiversité) et l'adaptation au changement climatique pour lutter contre la pauvreté rurale. Ce programme permettra au FIDA d'aider les ruraux pauvres, hommes et femmes, à gérer leurs ressources naturelles de manière plus efficace et plus durable. Il favorisera également l'intégration de mesures d'adaptation dans les opérations mises en œuvre par le Fonds et d'autres organismes de développement, et il contribuera à donner aux populations rurales pauvres les moyens d'amortir les effets du changement climatique et de renforcer leur capacité d'adaptation, tout en améliorant la sécurité alimentaire, la productivité agricole et les revenus.
8. Les chargés de programme de pays (CPP) du FIDA ont déjà confirmé leur ferme soutien à plusieurs propositions. Les projets retenus par le FIDA aux fins d'un financement présenteront un intérêt direct pour les programmes de pays du Fonds. À une plus grande échelle, tous les programmes de pays tireront indirectement avantage de la création de partenariats, de la production de connaissances et de l'échange d'informations.
9. La collaboration entre le FIDA et le Traité international hébergé par la FAO offre une plate-forme unique pour un engagement international renforcé en faveur d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire et pour le lancement, avec la participation des parties prenantes du développement, d'initiatives concrètes centrées sur les liens entre la biodiversité agricole et la pauvreté rurale.

### III. Le programme proposé

10. Le **principal objectif** du programme est de contribuer à assurer une sécurité alimentaire durable en aidant les agriculteurs à s'adapter au changement climatique. Le programme vise à soutenir une série d'activités ciblées à fort impact sur la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.
11. En juin 2010, le Traité international a ouvert l'appel à propositions 2010 dans le cadre du Fonds multilatéral pour le partage des avantages du Traité international pour son exercice 2010/2011, qui prévoit d'investir, globalement, plus de 5 millions de dollars dans les projets. La période de soumission de prépropositions au titre de l'appel 2010 a été close le 20 septembre 2010. Afin d'obtenir un impact significatif et important, l'appel 2010 se concentre sur trois priorités: i) la gestion et la conservation des ressources phytogénétiques au niveau des exploitations; ii) l'utilisation durable des ressources phytogénétiques; et iii) l'échange d'information, le transfert de technologie et le renforcement des capacités.
12. Le **groupe cible** est constitué de communautés agricoles rurales vulnérables exposées aux défis de l'adaptation au changement climatique et de l'insécurité alimentaire. Les enseignements tirés des projets financés dans le cadre de ce cycle de projet permettront de faciliter la définition d'une approche programmatique pour mieux soutenir ces communautés. L'appel à propositions 2010 était ouvert aux propositions d'un large éventail de bénéficiaires directs dans les pays en développement, y compris, comme l'organe directeur l'a décidé, les agriculteurs et les organisations paysannes, les organisations gouvernementales ou non gouvernementales, telles que les banques de gènes et les instituts de recherche, et les organisations régionales et internationales.

13. Le programme durera trois ans et il comportera trois grandes composantes:  
i) l'élaboration et l'approbation de propositions bénéficiant d'un financement;  
ii) la mise en œuvre des projets financés; et iii) la production et le partage des connaissances.

**Élaboration et approbation de propositions bénéficiant d'un financement**

14. L'organe directeur du Traité a adopté des procédures opérationnelles définissant les mesures à prendre entre l'ouverture d'un appel à propositions et l'approbation des projets à financer dans le cadre du cycle de projet. Les étapes intermédiaires sont: la soumission de prépropositions; la sélection des prépropositions et l'envoi des réponses; la soumission de propositions de projets et leur évaluation.

**Mise en œuvre des projets financés**

15. Une fois les projets approuvés, le secrétariat du Traité préparera les accords de projet devant être signés par les organisations qui ont élaboré les propositions et assureront l'exécution des projets. Entre 15 et 20 des projets approuvés par l'organe directeur du Traité seront ainsi mis en œuvre dans le cadre de ce cycle de projet, pour un montant correspondant au coût total du programme indiqué dans le tableau récapitulatif. Trois à cinq des 15 à 20 projets approuvés seront financés par le FIDA. Les projets financés par le Fonds seront sélectionnés sur la base de l'adhésion des CPP et constitueront donc un sous-ensemble des propositions que les CPP auront indiquées comme présentant un intérêt direct pour leurs programmes de pays.
16. Les projets financés porteront sur deux thèmes: i) le renforcement de la sécurité alimentaire et de la capacité d'adaptation au changement climatique des petits exploitants agricoles; et ii) l'établissement de liens institutionnels en vue de l'élaboration de plans d'action stratégiques pour la gestion des ressources phylogénétiques aux niveaux national et régional.

**Production et partage des connaissances**

17. L'initiative "Labourer le champ" favorise la responsabilité au regard de la mise en œuvre des priorités indiquées par l'organe directeur du Traité international, en misant sur l'évaluation des résultats, de l'efficacité, des processus et de l'exécution des projets financés. Promouvoir l'apprentissage, le retour d'information, le partage des connaissances relatives aux résultats et la mise en commun des leçons apprises permet d'étayer la prise de décisions concernant les politiques, stratégies, programmes et projets liés au Traité.
18. Le secrétariat du Traité publiera des mises à jour périodiques sur l'état d'exécution des projets et produira une évaluation finale du portefeuille de projets. Les enseignements tirés du cycle de projet permettront ainsi d'étayer le processus de définition en cours d'une approche programmatique à mi-parcours pour le Fonds multilatéral pour le partage des avantages, pour adoption par l'organe directeur du Traité.
19. Une fois que les projets approuvés par l'organe directeur du Traité auront été recensés par le FIDA, un plan de gestion des connaissances sera élaboré. Au niveau des pays, la participation des CPP et des équipes de pays à la mise en œuvre et à la supervision des propositions, dans leurs pays respectifs, sera planifiée en amont et concrétisée.

## **IV. Résultats et avantages escomptés**

20. Les acquis attendus sont les suivants: i) une amélioration de la sécurité alimentaire des petits exploitants dans les zones touchées par le changement climatique; et ii) des liens institutionnels renforcés en vue de l'élaboration de plans d'action stratégiques pour la gestion des ressources phylogénétiques aux niveaux national et régional.

21. Les résultats escomptés sont les suivants:

- une sélection de 15 à 20 projets concernant la gestion de la diversité végétale pour la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique (dont entre trois et cinq seront financés par le don du FIDA);
- un renforcement des capacités d'un large éventail de parties prenantes locales et nationales pour l'élaboration de propositions de projets et la mise en œuvre des projets approuvés; et
- un élargissement et une diffusion de la base de connaissances sur les meilleures pratiques, et une formulation de plans d'action stratégiques pour améliorer la gestion de la diversité végétale à des fins de sécurité alimentaire et d'adaptation au changement climatique.

## **V. Modalités d'exécution**

22. L'initiative "Labourer le champ" est placée sous le contrôle direct de l'organe directeur du Traité international hébergé par la FAO. Le concours pour l'octroi de dons et le processus d'attribution au titre de l'appel à propositions 2010 sont supervisés par le Bureau du Traité et l'organe consultatif subsidiaire pour les questions de financement. Ces instances donnent régulièrement des avis au Secrétaire s'agissant de la mise en œuvre du cycle de projet de l'initiative "Labourer le champ".
23. La mise en œuvre des projets est facilitée par le secrétariat du Traité, en collaboration avec d'autres partenaires, dont le FIDA, d'autres organismes de développement et des organisations intergouvernementales ou de la société civile.
24. Les projets financés par l'initiative "Labourer le champ" sont mis en exécution conformément aux procédures opérationnelles établies par l'organe directeur du Traité et définissant les grandes étapes du processus pour ce qui concerne le décaissement de fonds, le suivi des projets, l'établissement de rapports et l'évaluation. L'organe directeur approuvera les projets à financer lors de sa réunion de mars 2011, ainsi que des procédures et modalités concrètes pour le suivi et l'évaluation de ce cycle de projet et l'établissement de rapports. Ces procédures et modalités reposent sur les pratiques les plus récentes en matière d'examen qui sont actuellement disponibles au sein des mécanismes de financement multilatéraux et exigent les normes fiduciaires les plus strictes en matière de gestion financière et de projets.
25. Une équipe composée de fonctionnaires et d'experts dotés de compétences techniques et opérationnelles et d'expériences diverses contribuera à l'exécution des projets et s'attachera à mobiliser le soutien des partenaires actuels, y compris dans le cadre de missions d'appui. Chaque accord de projet sera géré et suivi individuellement pendant toute sa durée de validité. Il s'agira d'examiner les rapports adressés par les organismes d'exécution des projets et d'autoriser les paiements sur réception et acceptation des rapports jugés conformes à des normes de qualité élevées et présentant un niveau de détail acceptable. Les calendriers d'établissement de rapports seront serrés, les paiements seront effectués par tranches et liés à l'acceptation des rapports d'exécution, et les fonds destinés à des projets donnant des résultats insatisfaisants seront retenus. Une évaluation indépendante du portefeuille de projets est prévue et sera partagée avec le FIDA à la fin du cycle de projet.

## **VI. Coût et financement indicatifs du programme**

26. Le montant proposé pour ce don du FIDA est de 1,5 million d'USD. Plus de 5 millions d'USD ont déjà été mobilisés par d'autres donateurs (Irlande, Italie, Norvège et Espagne) et seront investis dans des projets approuvés au titre de l'appel à propositions 2010 de l'initiative "Labourer le champ".

27. L'organe directeur du Traité donne la priorité à l'assurance du meilleur retour sur investissement pour les fonds engagés par l'initiative "Labourer le champ".
28. Il est prévu d'utiliser le don octroyé par le FIDA pour financer, d'une part, entre trois et cinq projets approuvés par l'organe directeur (90%) et, d'autre part, le suivi et l'évaluation, la gestion des connaissances et l'administration générale (10%).

#### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
Dons destinés aux projets (contrats)	1 350	4 500
Suivi et évaluation, diffusion des connaissances (consultants et voyages)	50	167
Dépenses d'administration et de fonctionnement (7%)	100	333
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>5 000</b>

<sup>a</sup> La proportion du cofinancement par type de dépenses est indicative. Par ailleurs, des négociations sont actuellement en cours entre le secrétariat du Traité et d'autres donateurs. Selon les prévisions, jusqu'à 10 millions d'USD pourraient être investis au titre du présent appel à propositions.

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Risks/Assumptions
<b>Goal</b>	Help ensure food security by supporting farmers adapt to climate change	15-20 high-impact projects (3-5 financed by the IFAD Grant) executed at local and national level and knowledge gained disseminated at global level	Reports of the Governing Body of the Treaty approving projects for funding Completion and implementation reports deposited with Secretary of the Treaty	
<b>Objectives</b>	Support high-impact activities on the conservation and sustainable use of plant genetic resources for food and agriculture that: (a) Increase smallholder food security in areas affected by climate change; and (b) Build institutional linkages to develop plant genetic resource strategic action plans at national and regional levels	Number of primary beneficiary communities supported Number of strategic action plans developed Number of immediate action interventions successfully executed	Reports by the Secretary on the execution of the project cycle Reports by executing organizations on project implementation	Possible risks such as (1) delays in fund disbursement due to administrative bottlenecks of executing organizations or (2) difficult project implementation due to special climatic or other conditions will be tackled in a case-by-case manner including through extension of project execution or provision of technical assistance
<b>Outputs</b>	<p>1. 15-20 projects on crop diversity management for food security and climate change adaptation (3-5 will be financed by this IFAD Grant)</p> <p>2. Capacity building to a wide range of local and national stakeholders preparing project proposals and implementing approved projects</p> <p>3. Knowledge base increased and disseminated on best practices and strategic action formulation on management of crop diversity for food security and climate change adaptation</p>	<p>Number of projects selected for funding</p> <p>Number of reports to subsidiary bodies of the Treaty's Governing Body on project portfolio implementation</p> <p>Number of background documentation for independent evaluation</p> <p>Number of newsletters and other communication materials published</p>	<p>Reports by the Secretary on the execution of the project cycle</p> <p>Reports by executing organizations on project implementation</p> <p>Independent evaluation Report</p>	Risk of poor implementation capacity by execution organizations is low given that expert assess the operational and monitoring capacity of these organizations in the appraisal of proposals.
<b>Key Activities</b>	<p><b>Output 1:</b> (a) Opening of Call for Proposals 2010; (b) Screening of pre-proposals and invitation to prepare full project proposals; (c) Appraisal by an independent Panel of Experts and project proposal approval by Bureau; and (d) Fund disbursement and project monitoring and supervision</p> <p><b>Output 2:</b> (a) Coaching workshops for organizations preparing full project proposals; (b) Technical support to organizations executing projects</p> <p><b>Output 3:</b> (a) Preparation of newsletters and other communication materials to update on status of implementation; (b) Exchange of information and knowledge between the donors, grassroots/national organizations, development partners involved in the "Leading the Field" initiative; and (c) Independent evaluation of project portfolio.</p>	<p>Call for Proposals launched and publicized</p> <p>Number of pre-proposals (eligible and favourably screened) invited to prepare full project proposals</p> <p>Number of meetings of subsidiary bodies of the Governing Body of the Treaty and the independent Panel of Experts</p> <p>Number of coaching workshops at regional level and of replied inquires to the Helpdesk</p> <p>Number of supervision missions reports</p> <p>Number of implementation and completion reports approved by the Secretary of the Treaty;</p> <p>Number of newsletters and other communication materials published</p>	<p>Reports of subsidiary bodies of the Governing Body of the Treaty</p> <p>Reports by the Secretary on the execution of the project cycle</p> <p>Reports by executing organizations on project implementation</p> <p>Independent evaluation Report</p> <p>Newsletters and other communication materials published</p>	<p>The subsidiary bodies of the Governing Body will regularly assess the status of implementation of the project cycle and provide advice to the Secretary.</p>

# Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Atténuation des risques et de la vulnérabilité au niveau des pays grâce à des politiques en faveur des pauvres

## I. Contexte

1. Malgré des progrès considérables dans la lutte contre la faim, dans la région Asie et Pacifique on recense encore près de un milliard de personnes en situation de pauvreté absolue et 580 millions de personnes sous-alimentées, concentrées pour la plupart dans les zones rurales. Alors que l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement approche, la prévalence de la pauvreté et de la faim à une si grande échelle dans la région est inacceptable et appelle des mesures urgentes.
2. Face au caractère essentiellement rural de la pauvreté dans ces contrées, il apparaît nécessaire d'accorder une attention particulière à l'importance des risques susceptibles d'influer sur les conditions de vie des populations rurales. Différentes stratégies peuvent être adoptées pour gérer ces risques, mais leur planification et leur mise en œuvre sont coûteuses à la fois en capital humain et sur le plan financier. Sachant que ces ressources leur font défaut, les ménages ruraux pauvres peuvent ne pas être à même d'éviter les risques comme ils le souhaiteraient.
3. Une meilleure compréhension de l'incidence des risques sur les pauvres et des stratégies d'adaptation et d'atténuation adoptées par ces populations est donc essentielle pour pouvoir élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques visant à les protéger contre les risques. Par ailleurs, il est urgent de renforcer les capacités institutionnelles pour la mise au point de solutions politiques favorables aux pauvres qui permettent de gérer les risques auxquels sont exposés les petits exploitants et les paysans sans terres et d'atténuer leur vulnérabilité, surtout lorsque ces menaces sont relativement mal connues.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Dans la région visée, les ménages ruraux pauvres sont exposés à divers types de risques. Le risque de **mauvaises récoltes** ou de **pertes de bétail** est celui qui menace le plus gravement les revenus des ménages agricoles. Mais les **perturbations du marché**, notamment les fluctuations des salaires agricoles ou des prix des produits agricoles, peuvent être tout aussi importantes. Les menaces pour les moyens d'existence des ruraux pauvres résultant de perturbations du marché s'accroissent à mesure que les petits agriculteurs de subsistance s'intègrent dans les marchés. Celles qui sont liées aux **catastrophes naturelles** – inondations, sécheresses et cyclones – tendent également à s'alourdir du fait de l'accélération du changement climatique.
5. Face à ces menaces, les ménages pauvres peuvent adopter un éventail de stratégies de gestion des risques visant à réduire au minimum les fluctuations de revenus, et de stratégies d'adaptation qui les aident à atténuer les effets de ces variations.
6. Il y a toutefois des limites à ce que les ménages peuvent faire pour se protéger contre les pertes de revenus de grande ampleur, surtout lorsque celles-ci exigent une réponse coordonnée intéressant de nombreux ménages. De plus, il est particulièrement difficile de faire face aux risques que ces nouvelles menaces font peser sur les moyens d'existence des ménages, parce qu'ils sont mal connus et se présentent à grande échelle.

7. Pour être efficaces, les approches adoptées pour lutter contre la pauvreté doivent donc intégrer des politiques et des stratégies qui aident les petits exploitants et les ménages sans terres à réduire leur vulnérabilité face aux risques, aussi bien par leurs propres moyens qu'en collaboration avec les autres intéressés. Ces stratégies doivent également s'attaquer au problème des grands risques covariables (dérivant principalement de calamités naturelles et de catastrophes causées par l'homme), face auxquels une intervention des pouvoirs publics est nécessaire à la fois pour réduire la vulnérabilité des ménages et pour les aider à surmonter les effets de ces catastrophes. Pour obtenir de bons résultats, ces stratégies devront être fondées sur une analyse solide des moyens mis en œuvre par les ménages pour atténuer les risques et y faire face, et réussir à mobiliser la société civile et le secteur privé aux côtés des organismes gouvernementaux. Ces conditions s'appliquent surtout aux nouvelles catégories de risques qui requièrent des institutions et des politiques spécifiques.
8. Le programme proposé est conforme à l'objectif, tel qu'énoncé dans la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, de promouvoir la mise en place de politiques et d'institutions qui favoriseront le développement agricole et contribueront ainsi à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, notamment des petits paysans. Il est également en harmonie avec l'objectif énoncé dans la stratégie de financement de la recherche par des dons dans la région Asie et Pacifique, qui est de soutenir des innovations permettant de réduire les risques encourus par les ruraux pauvres, hommes et femmes, et d'atténuer leur vulnérabilité, en renforçant les institutions et les politiques qui défendent leurs intérêts.
9. Le programme s'appuie sur les résultats de l'initiative régionale pour des politiques favorables aux pauvres récemment menée à bien par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et financée par un don du FIDA. Vingt-trois études portant sur des thèmes identifiés dans chaque pays avec la participation des principales parties prenantes ont été conduites dans huit pays du programme. Dans plusieurs pays, les recommandations issues de ces études se sont concrétisées par des principes d'action, des directives et des projets de loi visant à favoriser une évolution des politiques. Ainsi, le Ministère vietnamien de l'agriculture et du développement rural s'est appuyé sur une analyse des politiques pour élaborer un document d'orientation recommandant 14 révisions et amendements à la loi foncière en vigueur. Ce document a été présenté au gouvernement et la nouvelle loi foncière est actuellement en cours de rédaction. Lors de la dernière réunion de haut niveau du programme, tenue en décembre 2010, les responsables politiques de haut rang ont exhorté le FIDA et la FAO à poursuivre leur action de soutien dans le domaine de l'analyse et de la mise en œuvre des politiques, compte tenu notamment de l'augmentation des risques et de la vulnérabilité. L'examen à mi-parcours effectué en 2009 a également permis de mettre au jour un certain nombre de caractéristiques positives du programme, à savoir une participation active des décideurs de haut niveau à tous les stades de l'exécution du programme; un réel sentiment d'appropriation au sein des ministères coordonnateurs; la participation de la société civile à l'analyse des politiques existantes; et la grande importance donnée au partage des savoirs aux niveaux national et régional. Dans les pays participants, des programmes de formation ciblés ont également permis de renforcer les capacités d'analyse des politiques des responsables de haut rang, au sein des ministères de l'agriculture et d'autres organisations concernées. Des ateliers et des symposiums de haut niveau ont été organisés pour promouvoir l'échange de données d'expérience et la mise en commun des enseignements tirés des politiques mises en œuvre avec succès en faveur des pauvres, dans les pays et entre eux.

### III. Le programme proposé

10. L'objectif général du programme est de renforcer les capacités institutionnelles dans quatre pays – Cambodge, Népal, République démocratique populaire lao et Viet Nam<sup>1</sup> –, en vue de l'élaboration de solutions politiques tournées vers les pauvres qui permettent de gérer les risques encourus par les petits paysans et les exploitants marginaux, et d'atténuer leur vulnérabilité, en particulier face aux nouveaux risques liés à l'instabilité des prix et au changement climatique. Les objectifs du programme sont les suivants: i) recenser et analyser les vulnérabilités et les risques actuels et nouveaux afin de contribuer à l'élaboration de politiques qui donnent aux ruraux pauvres les moyens d'améliorer leur productivité agricole et d'accroître leurs revenus; ii) renforcer les capacités des principaux organismes gouvernementaux et d'autres parties prenantes pour l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques tournées vers les pauvres; iii) favoriser une participation accrue de la société civile et du secteur privé à la concertation sur les politiques favorables aux pauvres et à leur promotion; et iv) promouvoir l'échange de données d'expérience et la mise en commun des enseignements tirés des politiques mises en œuvre avec succès en faveur des pauvres, dans les pays et entre eux.
11. Le groupe cible est constitué par les ruraux pauvres, en particulier les petits paysans et les exploitants marginaux, dans les quatre pays participant au programme et d'autres pays en développement.
12. Le programme durera quatre ans et comptera quatre grandes composantes:
  - recensement et analyse de solutions politiques permettant de réduire les risques et la vulnérabilité;
  - renforcement des capacités des organismes gouvernementaux pour l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques;
  - élargissement de la participation de la société civile et du secteur privé à la concertation sur les politiques et à leur promotion; et
  - échange de données d'expérience et mise en commun des enseignements tirés, dans les pays et entre eux.
13. **Analyse des politiques pour la réduction des risques et de la vulnérabilité.** Des ateliers nationaux seront organisés pour jeter les bases intellectuelles et opérationnelles nécessaires à une analyse des politiques et à la concertation futures dans ce domaine. Des cadres conceptuels illustrant les causes et les effets des risques permettront, conjointement à une analyse de situation, de garantir que les études s'adressent aux destinataires visés et contiennent des recommandations judicieuses. Les pouvoirs publics ou des instances privées procéderont à des études visant à fournir des éléments d'information utiles pour la prise de décision future.
14. **Renforcement des capacités.** Le programme se propose: i) d'évaluer les capacités institutionnelles de chaque pays en matière d'élaboration de politiques et les effectifs intervenant dans ces processus; ii) de définir des stratégies et des plans de renforcement des capacités tenant compte des besoins, des priorités et des possibilités recensés au niveau local; et iii) de mettre ces plans en œuvre. Les compétences ainsi mises en place dans les pays participants seront utilisées dans la mesure du possible pour des initiatives de renforcement des capacités au niveau national.

---

<sup>1</sup> Ces pays ont été sélectionnés sur la base de plusieurs considérations: i) intérêt manifesté pour une assistance technique aux fins de l'élaboration de politiques et du renforcement des capacités; ii) comptabilité avec la stratégie du programme et les lacunes recensées dans les politiques de lutte contre la pauvreté en vigueur; iii) impact potentiel; et iv) autres facteurs liés au contexte national.

15. Les enseignements tirés des initiatives précédentes de la FAO en matière de renforcement des capacités et des travaux sur des questions de fond récemment mis en œuvre par le FIDA en République démocratique populaire lao montrent combien un engagement intensif face à une manifestation d'intérêt claire de la part d'un gouvernement est important. Cette approche sera reproduite dans les pays participant au programme.
16. **Concertation sur les politiques et promotion.** Le programme vise: i) à encourager la participation de la société civile et du secteur privé au processus de concertation sur les politiques; et ii) à engager et à soutenir une action de promotion en faveur de l'élaboration de solutions politiques tournées vers les pauvres permettant de gérer les risques et d'atténuer la vulnérabilité de ces populations. La concertation sur les politiques favorisera l'échange d'informations et le débat pour parvenir à un consensus sur les recommandations et aboutir au recensement d'un éventail de solutions politiques possibles. L'action de promotion mettra sur les résultats du processus d'analyse et de concertation sur les politiques pour apporter aux principaux décideurs la preuve des avantages d'un changement de politiques.
17. **Partage des données d'expérience.** Des ateliers régionaux d'apprentissage seront organisés et offriront aux pays participants un cadre pour l'examen de pratiques novatrices et d'exemples de réussite ou d'échec et l'analyse des enseignements tirés. Des voyages d'étude seront également organisés pour promouvoir la mise en place de réseaux transnationaux et favoriser l'échange de données d'expérience. D'autres plates-formes de diffusion des résultats seront les suivantes: i) un site web régional consacré au programme; ii) des notes ou des documents sur les enseignements tirés; et iii) les moyens de diffusion nationaux (radio, télévision et presse).

#### IV. Résultats et avantages escomptés

18. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
  - des études et des rapports d'analyse sur des sujets liés aux risques encourus par les ruraux pauvres, et en particulier les petits paysans, et à leur vulnérabilité, qui permettent d'étayer l'élaboration de politiques nationales;
  - des parties prenantes dotées de capacités renforcées pour l'analyse, la concertation, la mise en œuvre et l'internalisation des politiques dans les pays participant au programme;
  - une participation élargie de la société civile et du secteur privé au processus de concertation sur les politiques en faveur des pauvres et à leur promotion; et
  - un échange plus poussé, aux niveaux régional et national, des données d'expérience et des enseignements tirés des politiques mises en œuvre avec succès en faveur des pauvres pour aider les petits paysans à gérer les risques et à atténuer leur vulnérabilité.

#### V. Modalités d'exécution

19. La FAO sera l'organisme d'exécution, par l'entremise de son Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique. Chaque représentation de la FAO dans les pays participants sera dotée d'un budget destiné au financement des activités du programme. Des coordonnateurs nationaux qualifiés et ressortissants du pays visé seront recrutés et hébergés auprès des bureaux de pays de la FAO. Leur responsabilité première sera de participer activement aux activités du programme et de les coordonner avec les interlocuteurs nationaux, le personnel et les opérations du FIDA dans les pays, les

organisations paysannes nationales et d'autres initiatives financées par des donateurs. En outre, les coordonnateurs nationaux fourniront une assistance technique et renforceront les capacités des institutions nationales de contrepartie. Leurs fonctions seront déléguées aux interlocuteurs nationaux avant la fin de la troisième année.

20. Le programme sera exécuté en étroite collaboration avec les organismes gouvernementaux concernés dans les pays participants, des associations de défense, des institutions nationales et régionales, et d'autres partenaires nationaux. Il sera étroitement lié aux projets d'investissement financés par le FIDA, en cours ou récemment achevés, et aux programmes régionaux financés par des dons. Tous les travaux d'analyse seront menés en tenant compte des stratégies de réduction de la pauvreté des pays respectifs et des problèmes et priorités recensés au niveau national.
21. Un facilitateur, basé au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, dirigera la mise en œuvre du programme régional dans les quatre pays visés. Il fournira aux coordonnateurs nationaux une assistance technique ordinaire et une supervision en matière de gestion, et assurera l'administration quotidienne du programme ainsi que la supervision du personnel. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique assurera la supervision technique du programme par l'intermédiaire d'au moins un spécialiste des politiques qui fournira une assistance technique à distance et dans les pays, selon les besoins.
22. La FAO présentera au FIDA des rapports de situation semestriels, illustrant l'état d'avancement du programme, les problèmes d'exécution et les mesures de suivi à prendre. Le FIDA effectuera chaque année des missions de supervision, qu'il financera sur son propre budget.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

23. Le coût total de ce programme sur quatre ans s'élève à 2,4 millions d'USD, dont 1,5 million d'USD seront octroyés par le FIDA. La FAO fournira 500 000 USD au titre de son Programme de coopération technique et 200 000 USD en nature. En outre, les gouvernements participants devraient apporter une contribution en nature à hauteur de 200 000 USD, sous la forme de personnel, d'un appui logistique, de bureaux pour les interlocuteurs nationaux et d'un accès à leurs installations pour la tenue d'ateliers et de réunions.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	366 240	354 838
Services professionnels/consultants	344 100	57 878
Frais de voyage	182 296	43 751
Équipement	10 000	10 000
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	61 000	34 544
Formation/renforcement des capacités	400 000	398 989
Frais généraux (10%)	136 364	-
<b>Total</b>	<b>1 500 000</b>	<b>900 000</b>

# Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Enhanced institutional capacity of four Asian countries to develop pro-poor policy solutions for managing the risks and vulnerability faced by small holders	At least two participating governments and institutions demonstrate their capacity to initiate and facilitate policy analysis, dialogue (and possibly implementation) without FAO or IFAD support	Final evaluation	Adequate human, time, and financial resources invested for institutional capacity development
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Identify and analyze current and emerging risks and vulnerability at national level to formulate pro-poor policies that enable the rural poor to raise agricultural productivity and to increase incomes.</li> <li>ii) Strengthen capacity of key government agencies and other related stakeholders in pro-poor policy analysis, formulation and implementation</li> <li>iii) Promote greater participation of civil society and private sector involvement in pro-poor policy dialogue and advocacy</li> <li>iv) Promote sharing of experiences and lessons on successful pro-poor policies within and among countries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Number of policy analysis study recommendations programme countries plan to adopt, or do adopt</li> <li>ii) Countries initiate policy processes, and search for information and funds as needed, and programme countries receive regular technical support and mentoring by country staff and backstopping missions from FAO.</li> <li>iii) Number of civil society and private sector firms involved in programme actions.</li> <li>iv) No. of internal and external stakeholders aware of and utilizing programme results</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Government records of policy adoption; press reports; international organization and think tank reports</li> <li>ii) Mid-term and final review as well as monthly reports and back to office reports</li> <li>iii) Mid-term review, interviews, final review.</li> <li>iv) Mid-term review and final review</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Advocacy processes lead to government action within the programme time frame, as well as commitment of national government to adopting suggested policies.</li> <li>ii) Commitment of national government to enhancing policy analysis capacity and stakeholder time, capacity and will to commit to capacity strengthening.</li> <li>iii) Collaboration and partnership with agencies outside the public sector is welcome and encouraged</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Studies and policy analysis reports on topics surrounding risk and vulnerability which inform national policy making.</li> <li>ii) Improved stakeholder capacity for policy analysis, dialogue, implementation and internalization</li> <li>iii) Greater participation of civil society and private sector in pro-poor policy dialogue and advocacy</li> <li>iv) Greater regional and national sharing of experience and lessons learned on successful pro-poor policies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) One conceptual framework on risk and vulnerability and analysis created per country; &amp; no. of policy analysis studies completed</li> <li>ii) One capacity assessment and one capacity strengthening plan per country</li> <li>iii) No. of policy dialogues and advocacy contacts involving civil society and private sector actors and no. of non-government actors participating in national policy processes</li> <li>iv) At least two fora and study tours for experience sharing; no. of results disseminated.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Existence of documents, and monthly monitoring reports.</li> <li>ii) Existence of assessment and action plan documents and training reports</li> <li>iii) Quarterly monitoring reports</li> <li>iv) Trip reports, meeting proceedings, publications, website hits etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Capacity assessment and strengthening activities precede policy analysis work</li> <li>ii) Policy analysis studies and dialogue create a range of recommendations that can be successfully advocated and implemented</li> </ul>
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Clarify concepts, e.g. "pro-poor", "risk" etc.</li> <li>ii) Assess capacities in programme countries and design and implement capacity building strategies.</li> <li>iii) Undertake analytical studies</li> <li>iv) Encourage pro-poor policy dialogue among government, civil society and private sector</li> <li>v) Organize regional learning workshops (at least 2) and cross-country study tours (at least 2)</li> <li>vi) Disseminate programme results</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) No. of workshop and other reports / studies.</li> <li>ii) One capacity assessment and one capacity strengthening plan per country</li> <li>iii) No. of relevant analytical studies undertaken</li> <li>iv) No. of policy dialogues / advocacy contacts involving civil society and private sector &amp; no. of non-govt actors engaging in policy processes</li> <li>v) At least two fora and study tours for experience sharing; no. of results disseminated.</li> <li>vi) No. of reports in media, blogs, websites etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>i) Existence of studies and reports</li> <li>ii) Existence of assessment / action plan documents and training reports</li> <li>iii) Existence of documents</li> <li>iv) Quarterly monitoring reports.</li> <li>v) Meeting proceedings, trip reports etc.</li> <li>vi) Media reports, website hits etc</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(Assumptions apply to all activities)</li> <li>Efficient and accountable use of financial and other resources</li> <li>Adherence to agreed annual work plans</li> <li>Cooperation from governments</li> <li>No emergency situations, e.g. cyclone, earthquake etc.</li> </ul>

## **AGRINATURA-GEIE (Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement-groupement européen d'intérêt économique): Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés (ESFIM)**

### **I. Contexte**

1. En décembre 2008, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un don de 1,0 million d'USD en faveur du programme sur trois ans intitulé "Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés"(ESFIM). Ce don est effectif depuis le 4 mai 2009.
2. L'objectif général du programme est de donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés agricoles en établissant un cadre politique et institutionnel plus propice à leur participation.
3. L'objectif de développement du programme est de renforcer les capacités des organisations paysannes afin qu'elles puissent jouer un rôle dans l'élaboration de politiques et participer à des initiatives institutionnelles visant à améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés agricoles.
4. Le programme compte trois composantes: i) l'appui aux programmes nationaux grâce à la recherche participative; ii) la recherche comparative; et iii) l'apprentissage pour l'action.

### **II. Justification**

5. La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) était l'organisme bénéficiaire de ce don, en partenariat avec le consortium de recherche AGRINATURA-GEIE<sup>1</sup>. La FIPA a reçu une première tranche de 552 250 USD, dont elle a transféré 345 876 USD à AGRINATURA-GEIE. La totalité des fonds ainsi transférés a été utilisée et justifiée par AGRINATURA-GEIE, à l'exception d'un montant de 131 850 USD, qui doit encore être comptabilisé.
6. La FIPA a fait faillite suite à des problèmes de financement relatifs à l'un de ses grands projets de développement en 2009 et a été officiellement liquidée en novembre 2010 pour des raisons indépendantes de l'exécution du programme ESFIM, qui a pu être poursuivie grâce à la détermination d'AGRINATURA-GEIE.
7. Suite à la liquidation de la FIPA, AGRINATURA-GEIE a proposé de prendre la direction du programme et d'être le nouveau bénéficiaire de la partie résiduelle du don, soit 579 600 USD correspondant au montant de la seconde tranche (447 750 USD) plus le solde résultant de la différence entre les fonds transférés par la FIPA à AGRINATURA-GEIE et les dépenses engagées pour l'exécution du programme ESFIM (131 850 USD).
8. AGRINATURA-GEIE s'est pleinement attachée au programme ESFIM depuis son lancement et s'est résolument employée à en assurer la continuité. Considérant l'importance de ce programme pour le FIDA, AGRINATURA-GEIE serait le partenaire idéal pour en assurer la mise en œuvre. Pour tous les autres aspects, le document de conception sera maintenu tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2008 (EB 2008/95/R.42/Rev.1).

---

<sup>1</sup> AGRINATURA-GEIE regroupe 35 universités et organismes de recherche travaillant dans 18 pays européens dans les domaines de la recherche agricole, de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités pour le développement.

**Récapitulatif du budget et du plan de financement**  
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	23 246
Services professionnels	382 250
Frais de voyage	159 104
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	15 000
<b>Total</b>	<b>579 600</b>

9. Il est donc recommandé que le bénéficiaire du don approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quinzième session en décembre 2008, dans le but de financer le programme "Donner aux petits agriculteurs les moyens d'agir sur les marchés" (ESFIM), soit modifié en remplaçant la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) par AGRINATURA-GEIE.